

Cote du document: EB 2011/103/R.12
Point de l'ordre du jour: 7 d)
Date: 26 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Oeuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

République du Libéria

Programme d'options stratégiques pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Mohamed Béavogui

Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	7
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	7
B. Enseignements tirés	7
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	8
A. Avantage comparatif du FIDA au niveau du pays	8
B. Objectifs stratégiques	9
C. Perspectives d'innovation	10
D. Stratégie de ciblage	11
E. Articulation au niveau des politiques	12
V. Gestion du programme	13
A. Gestion du COSOP	13
B. Gestion du COSOP axé sur les résultats	14
C. Partenariats	14
D. Gestion des savoirs et communication	15
E. Cadre de financement SAFP	16
F. Risques et gestion des risques	16
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	4
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	5
IV. Project pipeline (Réserve de projets)	7
Dossiers clés	
Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	12
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	14
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	17
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	33

Sigles et acronymes

ASRP	Projet de relèvement du secteur agricole
BAfD	Banque africaine de développement
CAC	Coordonnateur agricole du comté
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Chargé de programme de pays
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAPS	Politique et stratégie pour l'alimentation et l'agriculture
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
LASIP	Programme d'investissement du Libéria dans le secteur agricole
OAC	Organisation à assise communautaire
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
S&E	Suivi-évaluation
SRP	Stratégie pour la réduction de la pauvreté
STCRSP	Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations
SVGRPP	Projet d'appui aux groupes vulnérables pour améliorer la production et la productivité du riz
UGP	Unité de gestion du programme
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Liberia

IFAD-funded operations

COSOP



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le FIDA a recommencé à intervenir au Libéria en 2009, après un arrêt de 20 ans dû au non-paiement des arriérés, situation provoquée par la guerre civile. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2011-2015, axé sur les résultats, est le premier du genre pour le Libéria. Il a été conçu en partenariat avec le Ministère de l'agriculture, le Ministère des finances et le Groupe de travail des donateurs du secteur agricole. Le processus de conception a été lancé en décembre 2010 et a fait l'objet d'évaluations au niveau du pays et du FIDA. Ce COSOP axé sur les résultats est pleinement conforme au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et aux politiques nationales, notamment avec le Programme d'investissement du Libéria dans le secteur agricole (LASIP).
2. Le Libéria est classé parmi les pays les moins avancés et parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Quatre-vingt-quatre pour cent des Libériens vivent avec moins de 1,25 USD par jour. Soixante-dix pour cent de la main-d'œuvre est employée dans l'agriculture et la foresterie. La faiblesse de la production s'explique par l'utilisation d'intrants de piètre qualité, l'absence de services de vulgarisation et le manque d'infrastructures – routes, installations de stockage et de transformation –, qui entraîne d'importantes pertes après récolte et réduit la valeur ajoutée. La capacité organisationnelle des organisations paysannes et du Ministère de l'agriculture est également limitée.
3. La concrétisation des objectifs stratégiques ci-après permettra au FIDA de concourir à l'autonomisation des ruraux pauvres pour qu'ils accroissent leur sécurité alimentaire et améliorent leurs moyens de subsistance:
 - **Objectif stratégique 1: Amélioration de l'accès des petits exploitants aux intrants et renforcement de leurs compétences.** À travers cet objectif, qui s'inscrit dans le droit fil du PDDAA et du LASIP, dont le but est d'accroître la productivité agricole, le FIDA s'attachera: i) à reconstruire les actifs (semences et bétail); et ii) à dispenser une formation technique aux petits exploitants.
 - **Objectif stratégique 2: Amélioration de l'accès des ménages de petits exploitants aux marchés.** En accord avec l'objectif du PDDAA et du LASIP de "rendre les marchés accessibles aux ménages et aux communautés", le FIDA participera: i) à l'amélioration de la qualité de la production; ii) à la construction de routes reliant les exploitations aux marchés locaux; iii) à la construction d'installations de stockage et au développement d'installations de transformation; et iv) à la fourniture de conseils pour la commercialisation et à la facilitation des partenariats et des liens avec les exportateurs et les sociétés privées bien implantées au Libéria par le biais d'une agriculture sous contrat.
 - **Objectif stratégique 3: Amélioration des capacités organisationnelles des petits exploitants et de leur accès aux services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture.** Pour garantir une mise en œuvre durable des objectifs stratégiques 1 et 2 et concourir à la réalisation de l'objectif de développement institutionnel du PDDAA/LASIP, le FIDA appuiera le renforcement: i) des services de vulgarisation; et ii) des capacités institutionnelles des organisations paysannes afin qu'elles soient mieux à même de défendre leurs intérêts. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes.
4. Ce COSOP 2011-2015 axé sur les résultats s'appuie sur l'expérience acquise par le FIDA au Libéria, à la fois par le passé et plus récemment. Il utilisera la première allocation du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), d'un montant de

16 898 041 USD (scénario intermédiaire) pour cofinancer avec la Banque mondiale le Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations (STCRSP). La deuxième allocation, d'un montant de 21 613 017 USD (scénario intermédiaire), sera utilisée pour compléter les ressources du Projet de relèvement du secteur agricole (ASRP), en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAfD).

République du Libéria

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

5. Les opérations du FIDA au Libéria, suspendues en 1989 à cause de la guerre civile, ont repris en 2009. Ce programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2011-2015, axé sur les résultats, est le premier du genre pour le Libéria. Le processus de conception a été lancé en décembre 2010 et a donné lieu à des échanges avec le Ministère de l'agriculture, le Ministère des finances, le Groupe de travail des donateurs du secteur agricole et des évaluateurs externes et internes. Le présent COSOP est conforme aux politiques nationales telles que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et le Programme d'investissement du Libéria dans le secteur agricole (LASIP) 2011-2015. Le PDDAA est le nouveau cadre pour le développement de l'agriculture en Afrique; quant au LASIP, il s'agit du cadre mis en place par le Gouvernement libérien pour atteindre les objectifs du PDDAA. Ce COSOP axé sur les résultats est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Il est également en harmonie avec les activités des autres donateurs et avec les objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Libéria. Il s'appuie sur les études utilisées pour la conception du Projet de relèvement du secteur agricole (ASRP) (approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2009) et sur les recherches communiquées par le gouvernement et d'autres institutions. Il met également à profit les enseignements tirés de projets antérieurs mis en œuvre par le FIDA et d'autres donateurs au Libéria et dans d'autres pays sortant d'un conflit.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique du pays

6. D'une superficie de quelque 111 369 kilomètres carrés, le Libéria a des frontières communes avec la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Sierra Leone. En 2008, la population était de 3,79 millions d'habitants, avec une croissance annuelle de 4,5%; 47% de la population est âgée de moins de 15 ans, l'âge médian étant de 18,4 ans. La guerre civile, qui a duré de 1989 à 2003, a fait du Libéria l'un des pays les plus pauvres du monde. L'indicateur du développement humain était, en 2010, de 0,300, classant ainsi le pays au 162^e rang sur 169 pays. Environ 41% de la population a accès à des services de santé modernes. Près de 42% des femmes et 58% des hommes sont alphabétisés.
7. **Économie.** Le Libéria est classé parmi les pays les moins avancés et parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier. Le point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) a été atteint en 2010. Le Libéria a connu des taux de croissance réelle de 7,8% en 2006, 9,5% en 2007, 7,1% en 2008 et 4,5% en 2009. La baisse de 2009 peut s'expliquer par la répercussion de la crise financière mondiale et par le fait que le ratio investissements étrangers directs/PIB est au Libéria plus élevé que partout ailleurs dans le monde. En 2010, le secteur des services a contribué au PIB à hauteur de 22%, l'industrie à hauteur de 17% et l'agriculture à hauteur de 61%. Soixante-dix pour cent de la main-d'œuvre est employée dans l'agriculture et la foresterie. Le Libéria a signé le Pacte pour le PDDAA et s'est donc engagé à atteindre l'objectif du Protocole de Maputo d'allouer 10% des dépenses budgétaires nationales à l'agriculture. Néanmoins, 2,4% seulement de son budget national est consacré au secteur agricole.

8. Principalement composées de caoutchouc, bois, minerais de fer, diamants, or, cacao et café, les exportations rapportent au pays 238,8 millions d'USD (2008). Le montant des importations du Libéria s'élève à 797,8 millions d'USD¹ (2008). Sur une population active estimée à 1,54 million de personnes, seules 295 354 ont un emploi, ce qui donne un taux de chômage de 70%². En 2007, les jeunes représentaient 25% des personnes sans emploi.
9. En 2010, le PIB était de 400 USD par personne, et 83,8% des Libériens vivent avec moins de 1,25 USD par jour. Les conditions socioéconomiques des ruraux pauvres ont été à l'origine de la guerre civile.
10. Au Libéria, le taux brut de scolarisation dans le primaire est d'environ 90%, et la mortalité des enfants de moins de 5 ans est en recul. L'espérance de vie à la naissance a progressé, passant de 49 ans en 1990 à 58 ans aujourd'hui. La stratégie de croissance est principalement axée sur la reconstruction des infrastructures de base, la relance de la production de cultures de rente et la réduction des coûts de production. Le Gouvernement libérien est par conséquent enclin à développer le secteur privé, à encourager les échanges, à favoriser la libéralisation de la commercialisation des produits du secteur arboricole et à promouvoir la suppression des droits de douane sur les intrants agricoles.

Agriculture et pauvreté rurale

11. Au Libéria, 73% des pauvres vivent en zones rurales, et 56% de la population rurale est en dessous du seuil d'extrême pauvreté. Pendant toute la durée du conflit, c'est l'agriculture qui a constitué le pilier de l'économie. L'agriculture libérienne comprend les cultures vivrières et arboricoles, et l'élevage. Le riz et le manioc sont les principales cultures de base, tandis que le caoutchouc, l'huile de palme, le cacao et le café constituent les principales cultures arboricoles tournées vers l'exportation.
12. Entre 1987 et 2005, la valeur ajoutée a chuté dans les secteurs suivants: café (- 90,8%), cacao (- 79,5%), riz (- 75,7%) et manioc (- 75,7%). La production de riz a par ailleurs baissé de 76% entre 1987 et 2005. La guerre civile a détruit les stocks de semences de riz, mais les banques de semences financées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union européenne, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) commencent à produire à nouveau. La plupart des agriculteurs n'ont en général pas accès à des semences de bonne qualité, et cela concerne notamment les semences de riz. Les rendements de la production rizicole vont de 0,5 t/ha à 1,1 t/ha dans les hautes terres et de 1,4 t/ha à 1,9 t/ha dans les vallées marécageuses, alors qu'ils pourraient atteindre 2,2 t/ha, le rendement moyen en Afrique. La consommation annuelle de riz est de 53 kilos par personne. En 2009, le Libéria a importé 60% de ses besoins en riz. Pour le manioc, les rendements se situent à quelque 6 t/ha en moyenne (entre 4 et 10 t/ha), mais pourraient atteindre 15 t/ha, l'objectif de l'ASRP pour cette culture. La production totale de cacao sur 30 000 hectares cultivés est estimée à 10 000 tonnes. Les rendements moyens de 400 kg/ha enregistrés dans les années 1980 ont chuté, se situant aujourd'hui entre 100 kg/ha et 200 kg/ha; les rendements moyens du cacao en Afrique de l'Ouest sont de 400 kg/ha, mais ils peuvent grimper jusqu'à 1 tonne ou 1,5 t/ha avec les nouvelles variétés hybrides cultivées au Ghana et en Côte d'Ivoire. Dans les années 1980, la production de café était de 8 250 tonnes sur 21 310 hectares, soit un rendement de près de 400 kg/ha. En 2008, les rendements atteignaient

¹ D'après l'Economist Intelligence Unit, ce chiffre est faussé par les marchandises importées au profit des 8 000 personnes de la Mission des Nations Unies au Libéria affectées au maintien de la paix.

² Source: PDDAA/LASIP (2009). Les estimations du chômage sont trompeuses s'agissant d'une économie présentant un secteur informel aussi large; le niveau de l'emploi dans le secteur structuré est très faible, la plupart des ménages étant engagés dans des stratégies de subsistance informelles axées sur l'agriculture.

176,6 kg/ha. Alors que les quantités exportées avoisinaient 7 600 tonnes dans les années 1980, 124 tonnes seulement ont été exportées en 2008. La perspective d'un retour aux niveaux de production d'avant-guerre dans les secteurs du café, du cacao, du riz et du manioc offre donc un potentiel de croissance considérable.

Tableau 1
Rendement des cultures et exportations (1980-2008)

Culture	Production courante (t)	Chute de la production entre 1987 et 2005 (en %)	Chute de la valeur entre 1987 et 2005 (en %)	Rendements dans les années 1980 (t/ha)	Rendements actuels (t/ha)	Rendements potentiels (t/ha)	Exportations dans les années 1980 (t)	Exportations en 2008 (t)
Riz	144 000 (2007)	79	75,7	1	0,5-1,1 (hautes terres) 1,4-1,9 (vallées marécageuses)	2,2	0	Le Libéria importe 60% de ses besoins en riz
Manioc	1 693 770 (2007)	Augmentation due à l'évolution des habitudes alimentaires pendant la guerre	75,7	7	4-10	15	0	0
Café	8 250 (2008)	90	90,8	0,4	0,18	1	7 600	124
Cacao	10 000 (2008)	92	79,5	0,4	0,1-0,2	1-1,5	7 000	Non connues

13. La faiblesse de la production et de la productivité est imputable au manque d'intrants agricoles de qualité et de services de vulgarisation. Les infrastructures endommagées (routes, installations de stockage et de transformation) entravent l'accès aux marchés et, par conséquent, l'achat et la vente des intrants et des produits; elles conduisent également à des pertes après récolte élevées et génèrent une valeur ajoutée médiocre. Par conséquent, les possibilités de gain sont ébranlées et la sécurité alimentaire est précaire. L'Indice de la faim dans le monde est passé de 22,9 en 1990 à 24,3 en 2010, au Libéria, et c'est aujourd'hui 50,5% de la population libérienne qui vit dans l'insécurité alimentaire ou qui risque grandement d'y être exposée.
14. Au niveau local, les organisations paysannes et les organisations à assise communautaire (OAC) ont des capacités organisationnelles limitées. Au niveau national, les capacités sont faibles en termes de ressources humaines, de financements et d'actifs. Par conséquent, les agriculteurs reçoivent peu de soutien de la part des services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture. Parmi les autres problèmes, on peut citer une recherche agricole limitée³, le manque de crédits pour l'agriculture⁴, des systèmes de contrôle de l'eau insuffisants⁵ (seulement 30 km² de terres irriguées malgré une disponibilité de 232 km³ de ressources en eau renouvelables) et une gestion médiocre des terres.
15. Représentant environ 14% du PIB agricole, le secteur de l'élevage se situe très en deçà de son potentiel. Les agriculteurs utilisent des races locales et des techniques de base moins productives⁶.
16. La taille des exploitations est en moyenne de 1,1 hectare. Les agriculteurs s'appuient sur des cultures à forte intensité de main-d'œuvre et des pratiques itinérantes sur brûlis. Le Libéria compte approximativement 600 000 hectares de terres cultivables,

³ L'Institut central de recherche agricole du Libéria est financé par la Banque mondiale, l'Union européenne, la FAO, l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et l'USAID.

⁴ En plus des programmes de la GIZ et de l'USAID pour l'accès au crédit, un don sera proposé au pays, et des visites d'échange organisées en Sierra Leone, où le FIDA réalise avec succès un projet d'accès à la finance rurale.

⁵ La Banque africaine de développement (BAfD), la GIZ et la Banque mondiale exécutent des projets pour améliorer les systèmes de contrôle de l'eau.

⁶ L'ASRPA met en place des activités favorisant l'utilisation de races animales améliorées.

dont 220 000 hectares (37%) sont, semble-t-il, en permanence cultivés ou plantés. La densité de la population est d'environ 39 habitants/km², mais les déplacements de population pendant la guerre ont parfois créé une certaine confusion concernant la propriété foncière. Des sociétés privées investissent dans de grandes plantations sur des terres inexploitées, après négociation avec le gouvernement. Une Commission foncière a été mise en place par le gouvernement pour faciliter la concertation et la résolution des conflits fonciers au niveau local. Si aucun accord n'est trouvé en cas de conflit foncier, lequel résulte souvent d'un chevauchement entre le droit écrit et le droit coutumier, l'affaire est portée devant les tribunaux. La Commission foncière, dont le fonctionnement est satisfaisant, est financée par l'Union européenne, la Coopération italienne, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Mission des Nations Unies au Libéria, l'USAID et la Banque mondiale. Le FIDA encouragera également l'accès des femmes et des jeunes à la terre.

17. Les femmes sont à l'origine de 60% de la production agricole et de 80% des activités commerciales en milieu rural. Malgré de récentes avancées sur les fronts législatifs et politiques, des disparités entre les sexes demeurent dans les domaines suivants: accès à la terre; propriété d'actifs et d'outils de base; accès au crédit, aux services de vulgarisation, à la formation qualifiante et à la formation en gestion d'entreprise.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

18. **Ministère des finances.** Les prêts et dons sont gérés par le Ministère des finances, qui est également le signataire des accords de financement entre le FIDA et le gouvernement. Ce ministère est responsable des négociations gouvernementales avec les donateurs, de l'allocation des fonds de contrepartie et du suivi des décaissements.
19. **Ministère de l'agriculture.** Le Ministère de l'agriculture est l'organisme d'exécution des programmes du FIDA au Libéria. Son mandat et ses priorités sont clairement définis, et il entretient des liens étroits avec les autres ministères et agences concernés. L'USAID a effectué une évaluation des capacités de ce ministère et a fait plusieurs recommandations. Le FIDA appuiera la mise en œuvre de ces recommandations et contribuera également, par le biais de l'ASRP et du Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations (STCRSP), au processus de décentralisation en cours.
20. **Agence coopérative pour le développement.** Au Libéria, l'organisation faîtière du mouvement coopératif agricole est l'Agence coopérative pour le développement. Elle est fortement désireuse d'étendre le modèle coopératif chez les petits exploitants agricoles, mais elle manque de personnel et d'actifs.
21. **Organisations d'exploitants.** Chaque village compte en moyenne trois groupements d'exploitants composés chacun de 20 à 25 membres; des groupes de 7 à 20 groupements d'exploitants constituent des organisations comptant chacune entre 200 et 400 membres; chaque chefferie a environ 8 organisations paysannes. Au niveau local, ces organisations coopèrent essentiellement pour la culture, la production, la récolte et la commercialisation des produits. Elles assurent l'interface avec le Ministère de l'agriculture, principalement pour la fourniture d'intrants et de services tels que les conseils en matière de semences ou de vulgarisation. Aujourd'hui, ces organisations sont faibles et isolées. Des liens devraient être établis avec des organisations paysannes plus expérimentées, non seulement au Libéria, mais aussi dans l'ensemble de la région.
22. **Organisations à assise communautaire.** Les associations locales, composées de membres locaux et dirigées par eux, mènent des activités similaires à celles des ONG, mais avec des objectifs et des attributions plus limités. En général, même si

ces OAC ne disposent que de faibles capacités de mise en œuvre des programmes de développement, elles présentent l'avantage de demeurer dans la communauté après le retrait du projet, renforçant ainsi le capital social.

23. **Secteur privé.** Le rapport "Doing Business" de la Banque mondiale (2010) classe le Libéria au 157^e rang sur 181 pays pour son cadre réglementaire et les dispositions prises pour favoriser la croissance du secteur privé.
24. Les principales concessions d'hévéas qui se sont développées dans les années 1950 et 1960 (Cocopa, Firestone, Guthries, Liberia Agricultural Company et Sime Darby) participent de plus en plus à d'importants programmes de replantation. Les exploitants d'huile de palme (Sime Darby, Equatorial Palm Oil, Sinar Mas/VerOleum, Wilmar/SIFCA; et les compagnies nationales Agro Inc. et KLIK) vont consacrer 25% de leur expansion foncière au développement des petites exploitations agricoles. Créeée en 2009, la Liberia Cocoa Corporation est la seule concession dans le secteur du cacao. Dans le secteur rizicole, on compte deux concessions privées: ADA/LAP, qui exploite 30 000 acres à Foya, dans le comté de Lofa, et NOVEL, qui a commencé à exploiter 10 000 acres dans le comté de Cape Mount. De gros investisseurs privés dans le secteur agricole, principalement en arboriculture, collaborent activement avec les exploitants en leur offrant un marché garanti grâce à un mécanisme de fixation des prix transparent, une aide technique et un accès à des semences et autres intrants de qualité.
25. Les fournisseurs de semences, engrains, équipement manuel, outils et autres matériaux et intrants de base (ANARCO, Green Farm, REBC, Greenfield et Global Logistics) sont essentiellement basés à Monrovia, mais certains commencent à ouvrir des succursales dans les comtés de Nimba et de Bong. Les fournisseurs d'équipement pour l'agriculture familiale (REBC, Moonlight Metalworks and Garage, et United Blacksmiths) étendent la gamme et la qualité de leurs produits. D'autres, comme Green Star, fournissent des services techniques et des plants améliorés de qualité en provenance de leurs sites de multiplication de semences. Cependant, les capacités techniques limitées des exploitants et leur faible accès au crédit ont empêché le développement de ces prestataires de services, par ailleurs soumis à la concurrence des fournisseurs étrangers.

Stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté

26. La principale stratégie du gouvernement dans ce domaine est énoncée dans la Stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP) 2008-2011. Elle tient compte des Objectifs du Millénaire pour le développement, notamment réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté d'ici à 2015. La stratégie de croissance sous-tendant la SRP comporte trois volets: i) la reconstruction des infrastructures de base, en particulier les routes; ii) la relance de la production pour le caoutchouc, le bois, les activités minières, les cultures de rente et autres produits essentiels tirés des ressources naturelles; et iii) la réduction des coûts de production pour encourager la diversification de l'économie à moyen et à long terme. La SRP sera remplacée en 2011 par le Liberia RISING 2030, dont la conception a débuté en mars 2011.
27. **Programme d'investissement du Libéria dans le secteur agricole (LASIP).** Les objectifs nationaux du LASIP sont alignés sur ceux du PDDAA. Ce programme est structuré comme suit:
 - Programme 1: Sécurité alimentaire et nutritionnelle, par le biais de la stratégie pour la sécurité alimentaire et la nutrition et de la Politique et stratégie pour l'alimentation et l'agriculture (FAPS), pour faire en sorte que tous les Libériens aient un accès fiable à l'alimentation. Ce programme s'articule en sous-programmes: 1) Renforcement de la production et de la productivité des cultures vivrières; 2) Amélioration de l'état nutritionnel et de la gestion des denrées alimentaires en cas d'urgence; 3) Développement de l'arboriculture et de l'agroforesterie au profit des petits exploitants;

- 4) Développement de la pêche; 5) Développement et promotion de l'élevage; et 6) Initiatives spécifiques aux femmes et aux jeunes.
- Programme 2: Filières compétitives et liens avec les marchés, grâce à la construction de routes rurales et d'infrastructures commerciales. Ce programme s'articule en sous-programmes: 1) Réhabilitation et expansion des routes rurales; 2) Infrastructure rurale/agricole et technologie; 3) Développement du marché et des entreprises; et 4) Services de finance rurale.
- Programme 3: Développement institutionnel, pour l'élaboration de politiques pragmatiques, la planification, la coordination et la supervision. Ce programme s'articule en sous-programmes: 1) Rétablissement des capacités du Ministère de l'agriculture et amélioration de la coordination et de la gestion; 2) Évaluation et valorisation de certaines entreprises agricoles semi-publiques; 3) Renforcement des capacités de vulgarisation et amélioration des technologies; 4) Renforcement des capacités des organisations paysannes; 5) Redynamisation de la recherche agricole; et 6) Réforme de l'enseignement et de la formation agricoles.
- Programme 4: Mise en valeur de la terre et de l'eau, pour accélérer la production alimentaire et favoriser la génération de revenus. Ce programme s'articule en sous-programmes: 1) Réforme foncière et renforcement des capacités; 2) Amélioration de l'exploitation des terres; 3) Extension des terres irriguées; et 4) Amélioration de la gestion des terres humides et dégradées.

Harmonisation et alignement

28. Placé sous l'égide du Ministère de l'agriculture, le comité national de pilotage comprend des représentants des exploitants et des parties prenantes du secteur privé. Il fournit des conseils sur des questions de politique générale et veille à ce que les stratégies des donateurs soient conformes aux politiques gouvernementales dans le secteur agricole, notamment avec celles du PDDAA/LASIP.
29. Le Groupe de travail des donateurs du secteur agricole, composé de représentants de la Banque africaine de développement (BAfD), de l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), de l'Union européenne, de la FAO, de la GIZ, du FIDA, de la Société financière internationale, de l'Agence japonaise de coopération internationale, de l'USAID, de la Banque mondiale, du PAM, du Ministère de l'agriculture et de l'unité de gestion du programme (UGP), se réunit régulièrement afin d'échanger les expériences, de débattre de questions agricoles et de fournir des informations sur les activités en cours et à venir. Le FIDA s'attachera à faire coïncider plus étroitement ses opérations avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2008-2012, ce qui rend nécessaires l'évaluation des besoins, la planification, l'exécution, le suivi-évaluation (S&E) communs, ainsi que la prise de décisions en collaboration et un dialogue harmonieux avec les partenaires.
30. L'UGP a été établie par la BAfD et le FIDA au sein du Ministère de l'agriculture afin que ce dernier dispose des capacités de gestion et de coordination nécessaires pour tous les projets financés par des bailleurs de fonds. Ses services seront également utilisés par des donateurs comme l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds du Japon pour l'élaboration des politiques et le développement des ressources humaines et la Banque mondiale afin de superviser les projets dont la conception est en cours. D'autres donateurs devraient rejoindre les rangs de l'UGP durant la période couverte par le présent COSOP. L'UGP veille à ce que les programmes mis en œuvre soient conformes aux priorités du Ministère de l'agriculture et favorise l'harmonisation des procédures.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

31. Le FIDA a réalisé deux projets au Libéria dans les années 1980: le Projet de développement agricole du comté de Bong, approuvé en 1984, et le Projet de fourniture de semences aux petits riziculteurs, approuvé en 1981. Le déclenchement de la guerre en 1989 a réduit à néant les résultats obtenus et, aujourd'hui, il ne reste rien qui puisse servir de base de départ.
32. Un troisième projet, l'ASRP, a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2009. L'accord de financement a été signé six jours après et, le 22 décembre 2009, le financement du FIDA pour ce projet a été déclaré effectif. En moins d'un an, l'UGP de l'ASRP a été à même de mettre des activités en route; 16,95 tonnes de semences de riz améliorées et 384 000 boutures de manioc améliorées ont été distribuées à 1 770 agriculteurs, ce qui correspond à 120% de l'objectif fixé pour 2010. Le principe de fonctionnement du nouveau mécanisme de remboursement est bien accepté par les bénéficiaires. Les agriculteurs se montrent intéressés et sont associés à la conception des activités. Les activités de renforcement des capacités ont commencé pour les OAC et pour le Ministère de l'agriculture. Le plan de travail et budget annuel a été exécuté à 70%, et 85% du plan de passation des marchés ont été réalisés. Le financement du FIDA a été décaissé à hauteur de 30%.
33. Le Projet d'appui aux groupes vulnérables pour améliorer la production et la productivité du riz (SVGRPP) a chargé trois ONG d'intervenir en tant que banques de semences pour la production et la distribution de semences de riz améliorées. Le SVGRPP a fourni à 10 000 agriculteurs 250 tonnes de semences de riz, des moyens de lutte contre les ravageurs, 10 000 litres d'engrais liquides et 250 tonnes d'engrais granulés. Des actions de formation ont également été dispensées aux agriculteurs et au personnel de terrain du Ministère de l'agriculture.

B. Enseignements tirés

34. Les enseignements énumérés ci-après ont été tirés des deux projets du FIDA conduits dans les années 1980, le Projet de développement agricole du comté de Bong et le Projet de fourniture de semences aux petits riziculteurs, et de l'ASRP, un projet plus récent approuvé en 2009, mais aussi de l'expérience acquise par le FIDA dans d'autres pays sortant d'un conflit et de programmes mis en place par d'autres donateurs.

a) Enseignements des projets antérieurs du FIDA

- Les priorités des ménages doivent être prises en compte pour s'assurer que les objectifs viennent en appui et non pas en opposition.
- Une approche globale des stratégies adoptées par les agriculteurs et les ménages est nécessaire pour parvenir à la sécurité alimentaire. Il serait également souhaitable que chaque ménage puisse choisir une gamme d'activités qui contribueront à sa sécurité alimentaire.
- Lorsqu'il est prévu d'encourager toute une série de cultures, il est nécessaire d'évaluer les contributions relatives de ces cultures à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ainsi que leur utilisation en tant que sources de revenus, afin de comprendre les raisons qui justifient les choix opérés par les ménages.

b) Enseignements de l'ASRP après un an de mise en œuvre

- Une approche ascendante a plus de chances de favoriser une meilleure compréhension des priorités des groupes cibles.
- Il convient de faciliter l'interaction sociale et économique, parallèlement à la constitution et au fonctionnement des groupes; et il est nécessaire de développer des compétences commerciales dans le domaine agricole qui puissent être constructives, par exemple dans une économie de troc.
- Une certaine souplesse est nécessaire pour répondre aux besoins des agriculteurs.
- On pourra compter sur le Ministère de l'agriculture du Libéria, car il s'est révélé capable de gérer très efficacement l'ASRP grâce à un soutien approprié du FIDA et en dépit de la faiblesse de ses moyens de mise en œuvre.
- Les partenariats stratégiques, telle l'UGP partagée au sein du Ministère de l'agriculture, doivent être facilités pour améliorer la gestion des programmes et la concertation sur les politiques et éviter les investissements redondants.
- Il est nécessaire de chercher des moyens de cofinancement ainsi que d'autres réseaux de services, en complément des services de vulgarisation publics; le secteur privé, appuyé par le FIDA, pourrait jouer un rôle dans ce domaine.
- Il faut construire un système de S&E complet et efficace, qui utilise des indicateurs qualitatifs, une base de données détaillée et une cartographie précise, afin de mieux évaluer l'état d'avancement des activités et de cerner les difficultés de gestion.

c) Enseignements tirés d'autres pays sortant d'un conflit

- Pour favoriser l'appropriation, il faut faire participer les groupes cibles au sein de la population et les doter des moyens nécessaires, de même que leurs représentants directs au niveau local.
- La conception du projet doit rester simple et bien définie d'un point de vue thématique et géographique, avec un nombre limité d'interventions qui peuvent être reproduites à plus grande échelle afin de renforcer l'impact.
- Il faut faire participer toutes les parties prenantes, en particulier les ONG, les OAC, les organisations de la société civile, les entreprises privées, notamment celles qui ont pour mission de soutenir les communautés rurales agricoles.
- Il faut se soucier davantage de l'égalité entre les sexes: une approche plus énergique est indispensable pour apporter aux systèmes de subsistance ruraux des changements permettant d'associer davantage les femmes, qui sont notamment la principale source de main-d'œuvre agricole.
- Il est important de s'assurer que les administrations centrale et locales appliquent les approches participatives dans leurs opérations quotidiennes.
- Les entreprises privées doivent contribuer à faire évoluer la capacité de production à l'échelon de l'exploitation agricole, en apportant un appui en matière de fourniture d'intrants, de production, de stockage, de traitement et de commercialisation.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA au niveau du pays

35. Le gouvernement donne la priorité au secteur agricole, et le FIDA a pour mission de renforcer ce secteur. Dans le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, il est indiqué qu'il est important pour les économies rurales d'avoir un meilleur accès aux services, d'être dotées de capacités renforcées pour profiter des nouvelles possibilités offertes

et de bénéficier d'un contexte institutionnel et d'un cadre d'action plus favorables, autant de facteurs essentiels pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale. La stratégie à moyen terme de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre préconise d'appliquer une approche commerciale pour: i) investir dans des chaînes d'approvisionnement agricoles; ii) accroître la production; et iii) créer des entreprises et des emplois dans les zones rurales. L'approche adoptée par le FIDA, et par la Division Afrique de l'Ouest et du Centre en particulier, est conforme aux priorités du PDDAA/LASIP.

36. Le FIDA intervient dans le cadre des institutions libériennes par l'intermédiaire de l'UGP créée auprès du Ministère de l'agriculture et aligne ses procédures sur les procédures nationales du Libéria. Du fait de sa supervision directe, le FIDA est en contact avec les bénéficiaires, les partenaires d'exécution et d'autres parties prenantes sur le terrain; par conséquent, il comprend bien les difficultés rencontrées et est à même de faire face rapidement aux besoins et aux problèmes détectés. Le COSOP du FIDA axé sur les résultats est fondé sur les besoins exprimés par les ruraux pauvres et les petits exploitants agricoles et répond aux difficultés auxquelles ils sont confrontés par une stratégie de ciblage spécifique.
37. Le FIDA porte une attention particulière aux complémentarités et aux synergies avec les autres donateurs au sein du Groupe de travail des donateurs du secteur agricole. L'évaluation faite par l'USAID montre que le Ministère de l'agriculture a besoin d'embaucher des agents qualifiés et de former son personnel actuel. Le FIDA dispense déjà une formation aux niveaux central et local, et il s'appuiera sur cette expérience pour soutenir des initiatives de renforcement des capacités appropriées. Les activités du FIDA visent à créer des liens durables entre les partenaires du développement agricole (petits exploitants agricoles, secteur privé et Ministère de l'agriculture) et entre les communautés, afin de garantir l'impact et la durabilité des interventions. L'alignement des opérations du FIDA sur les objectifs des politiques nationales et sur ceux d'autres politiques favorise également la durabilité.

B. Objectifs stratégiques

38. La stratégie de pays du FIDA pour le Libéria favorisera la réalisation des objectifs gouvernementaux en matière de réduction de la pauvreté rurale, qui sont étroitement alignés sur le premier Objectif du Millénaire pour le développement. S'inscrivant dans le cadre de l'objectif global qui consiste à favoriser l'autonomie des ruraux pauvres afin qu'ils accroissent leur sécurité alimentaire et améliorent leurs moyens d'existence, ce COSOP axé sur les résultats comporte trois objectifs stratégiques. Le premier concerne l'accès aux intrants et la production, le deuxième est lié à la commercialisation des produits et le troisième est axé sur le fonctionnement des organisations et sur des aspects transversaux intéressant les deux premiers objectifs stratégiques.

Objectif stratégique 1: Amélioration de l'accès des petits exploitants aux intrants et renforcement de leurs compétences

39. L'objectif stratégique 1 est de rétablir les capacités des ménages agricoles afin qu'ils accroissent leur production et leur productivité. Durant la guerre, le stock de semences a été détruit, et le réservoir génétique de semences s'est progressivement dégradé tandis que les agriculteurs perdaient leur capital productif. Conformément à l'objectif du PDDAA et du LASIP, qui vise à augmenter la productivité agricole, et plus spécifiquement dans le cadre des sous-composantes 1, 3 et 5 de la première composante du programme du LASIP relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle – 1) Renforcement de la production et de la productivité des cultures vivrières; 3) Développement de l'arboriculture et de l'agroforesterie au profit des petits exploitants; 5) Développement et promotion de l'élevage –, le FIDA contribuera: i) à la reconstitution du capital productif; et ii) à la formation technique des petits exploitants.

Objectif stratégique 2: Amélioration de l'accès des ménages de petits exploitants aux marchés

40. Le deuxième objectif est axé sur le développement des infrastructures et des dispositifs de commercialisation pour relier les agriculteurs aux marchés locaux. L'absence de liens avec le marché et la qualité médiocre du riz, du manioc, du cacao et du café sapent les possibilités de commercialisation, d'emploi et de création de revenus pour les ménages ruraux. Conformément à l'objectif du PDDAA/LASIP, qui vise à "rendre les marchés utiles aux ménages et aux communautés", et plus spécifiquement dans le cadre des sous-composantes 1 et 3 de la deuxième composante du programme du LASIP relative aux filières compétitives et aux liens avec les marchés – 1) Réhabilitation et expansion des routes rurales; et 3) Développement du marché et des entreprises –, et conformément à l'objectif de la FAPS de parvenir à "une croissance renforcée, générale et bénéficiant aux pauvres dans le domaine de la production agricole, de la productivité, de la compétitivité, de la valeur ajoutée, de la diversification et des liens avec les marchés", le FIDA contribuera à: i) améliorer la qualité de la production; ii) construire des routes qui relient les exploitations agricoles aux marchés locaux; iii) construire des installations de stockage et développer des installations de transformation; et iv) assurer des services de conseil en commercialisation et faciliter l'établissement de partenariats et de liens avec des exportateurs et des compagnies privées bien implantées au Libéria et en Sierra Leone, par le biais d'une agriculture sous contrat.

Objectif stratégique 3: Amélioration des capacités organisationnelles des petits exploitants et de leur accès aux services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture

41. L'objectif stratégique 3 vise à renforcer et à améliorer la qualité des services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture, afin qu'ils soutiennent plus efficacement les organisations paysannes au niveau local, de manière à mettre durablement en œuvre les objectifs stratégiques 1 et 2. Conformément à l'objectif du PDDAA/LASIP relatif au développement institutionnel, et plus spécifiquement dans le cadre des sous-composantes de la troisième composante du programme du LASIP – 1) Rétablissement des capacités du Ministère de l'agriculture et amélioration de la coordination et de la gestion; 3) Renforcement des capacités de vulgarisation et amélioration des technologies; et 4) Renforcement des capacités des organisations paysannes –, le FIDA poursuivra les activités suivantes: i) renforcement des capacités et suivi technique des représentants du Ministère de l'agriculture au niveau des districts et des comtés; et ii) renforcement des capacités institutionnelles des organisations paysannes pour consolider leur organisation et leur permettre de mieux sauvegarder leurs intérêts. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes.

C. Perspectives d'innovation

42. L'approche de "crédit croisé" sera utilisée pour mettre sur pied des unités de transformation au sein des communautés, qui donneront de la valeur ajoutée aux produits des agriculteurs. Les équipements nécessaires seront prêtés aux OAC et aux organisations paysannes qui, à leur tour, les loueront à bail à des entrepreneurs privés. Les remboursements aux OAC alimenteront un fonds de roulement qui servira alors à d'autres investissements. Ce qu'il convient de reproduire à plus grande échelle dans ce domaine sera identifié au cours du COSOP axé sur les résultats.
43. L'approche concluante mise en œuvre dans le secteur arboricole en Sierra Leone et à Sao Tomé-et-Principe sera adaptée au Libéria. Des dispositions contractuelles seront prises avec des entreprises pratiquant le commerce équitable et/ou biologique. Ces accords de distribution, sans précédent au Libéria, garantiront l'achat de la production. Les agriculteurs bénéficieront des meilleures pratiques et des normes de

qualité des entreprises privées, ce qui devrait accroître la production et la compétitivité.

44. Dans le cadre de la décentralisation du Ministère de l'agriculture, ce sera également la première fois qu'un bailleur de fonds soutient un coordonnateur agricole du comté (CAC) par le biais du financement de l'ASRP. Le CAC deviendra donc un partenaire d'exécution chargé d'atteindre l'impact requis au niveau du groupe cible, en appliquant les meilleures pratiques, en partageant les expériences avec les bénéficiaires et en travaillant d'une manière participative, tout en assurant le transfert des compétences et la promotion d'une bonne gouvernance. Le CAC mettra également en relation les groupes cibles avec les autres prestataires de services. Sa performance sera évaluée annuellement sur la base des résultats.
45. Le FIDA mettra en place une approche visant à réduire les risques. Il soutiendra aussi la production des cultures de base et des cultures de rente et l'élevage, de manière simultanée et aux mêmes endroits. Cette diversification de la production agricole dans les zones d'intervention réduira les risques et renforcera la sécurité alimentaire.

D. Stratégie de ciblage

46. **Ciblage géographique.** Les zones ciblées sont les régions les plus pauvres où le FIDA met déjà en œuvre des activités. Le Fonds ciblera en premier la région du Nord-Est, car le Sud-Est est difficile d'accès. La BAfD finance actuellement la construction d'infrastructures dans le cadre de l'ASRP. Les zones d'intervention du FIDA seront étendues au Sud-Est, une fois mises en place les infrastructures d'accès.
47. **Ciblage des produits.** Les activités du SVGRPP et de l'ASRP portent sur le riz, le manioc et le petit bétail. Le STCRSP couvre le café et le cacao.
48. **Groupes cibles.** Les niveaux de pauvreté sont plus élevés pour ceux qui travaillent dans la pêche, la production agricole et l'industrie extractive; les chômeurs et les inactifs; les agriculteurs et les chasseurs; les ménages dirigés par une femme; les rapatriés et les personnes handicapées. Dans le droit fil du mandat du FIDA et de sa stratégie en matière de ciblage, et conformément à la volonté du gouvernement de n'exclure personne du développement, le groupe cible prioritaire sera constitué des ménages ruraux les plus vulnérables cultivant moins de 2 hectares. Les activités du FIDA cibleront également la population pauvre non agricole susmentionnée.
49. **Autociblage social.** Les organisations paysannes et les OAC participeront activement au processus de sélection des bénéficiaires. Les critères d'éligibilité à utiliser pour la sélection des ménages seront arrêtés d'un commun accord par les partenaires d'exécution et les communautés participantes, dans un souci de transparence. Les communautés fourniront une liste de bénéficiaires potentiels répondant aux critères. Cette liste sera ensuite vérifiée par le partenaire d'exécution et examinée en vue de la validation finale avec les différents groupes de jeunes, de femmes, d'hommes et/ou de chefs. La moitié au moins du groupe cible sera constitué de femmes. La participation des communautés représente un grand pas dans la lutte contre les tensions et les conflits au sein de cette population brisée par la guerre. Le ciblage sera évalué selon les procédures du système de S&E.
50. **Les femmes.** Les femmes chefs de famille, veuves de guerre ou mères célibataires auront la priorité pour l'autociblage. Le FIDA prêtera une attention particulière à l'intégration des femmes dans toutes les activités soutenues, notamment celles relatives aux cultures de rente et au transfert de technologie, étant donné que ce sont les femmes qui assurent quasiment toutes les activités de transformation du manioc, et de séchage et de commercialisation du café et du cacao. Le FIDA encouragera également la participation des femmes aux opérations de vente et au contrôle des revenus. Les données du suivi seront ventilées par sexe pour vérifier la proportion de femmes parmi les bénéficiaires. Parallèlement à l'utilisation de quotas pour garantir l'égalité entre les sexes et la participation des femmes aux organes de

décision au niveau de la communauté, les partenaires d'exécution seront sensibilisés à la nécessité d'intégrer les femmes et de veiller à leur implication.

51. **Les jeunes.** Le FIDA aidera les jeunes des zones d'intervention à participer aux programmes qui proposent des emplois, des possibilités de formation et des activités agroalimentaires. Le ciblage des jeunes se concentrera sur trois points: i) créer des débouchés; ii) promouvoir l'esprit d'entreprise et les talents d'entrepreneur chez les jeunes retenus; et iii) soutenir les organisations de jeunes, en particulier celles qui jouent un rôle social, productif et de plaidoyer, en vue principalement de favoriser l'accès des jeunes à la terre. Les interventions ciblées comprendront des initiatives temporaires, par exemple des actions nécessitant une importante main-d'œuvre: construction de routes pour relier les exploitations agricoles aux marchés et d'installations de stockage, et remise en état de plantations arboricoles. En Sierra Leone, les jeunes ont participé à la mise en valeur de 500 hectares destinés à l'arboriculture (à raison de 25 jours-hommes/ha, soit un total de 12 500 jours-hommes), et à la remise en état des réseaux routiers. En moyenne, la construction de chaque kilomètre donne du travail à dix jeunes pendant quatre mois. La réfection de 200 kilomètres de route a permis de créer des emplois représentant plus de 220 000 jours-hommes. Des mesures à long terme appuieront les groupes de jeunes qui s'investissent dans les activités agricoles, notamment celles ayant trait aux cultures de rente et celles créatrices de valeur ajoutée, telles que le stockage, la transformation et le transport.
52. Des ressources seront également allouées afin de renforcer la capacité du gouvernement et des prestataires de services privés à identifier les groupes cibles du FIDA.

E. Articulation au niveau des politiques

53. Les objectifs stratégiques du FIDA sont parfaitement alignés sur les objectifs généraux du PDDAA/LASIP, à savoir accroître la productivité agricole, faire fonctionner les marchés au profit des ménages et des communautés et favoriser le développement institutionnel. Le COSOP axé sur les résultats soutient trois des quatre composantes du LASIP: i) la composante 1 relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et plus particulièrement ses sous-composantes 1, 3 et 5; ii) la composante 2 relative aux filières compétitives et aux liens avec les marchés, et particulièrement ses sous-composantes 1 et 3, ainsi que l'objectif de la FAPS qui vise à parvenir à "une croissance renforcée, générale et bénéficiant aux pauvres dans le domaine de la production agricole, de la productivité, de la compétitivité, de la valeur ajoutée, de la diversification et des liens avec les marchés"; et iii) la composante 3 sur le développement institutionnel, et plus particulièrement ses sous-composantes 1, 3 et 4.
54. Dans le droit fil des priorités nationales, le FIDA aidera à élaborer la législation nécessaire pour la certification des semences de riz et des variétés de manioc de qualité. Le Fonds collaborera avec le Groupe de travail des donateurs du secteur agricole et le gouvernement afin de définir le moyen le plus approprié pour prêter appui à l'Institut central de recherche agricole. Le FIDA entreprendra également une étude sur la finance rurale et organisera des visites d'échange avec la Sierra Leone pour promouvoir le développement de la finance rurale au Libéria (objectif stratégique 1).
55. Pour développer le secteur privé dans les zones rurales, les ménages ruraux doivent avoir accès aux marchés. Le FIDA financera la remise en état des routes et favorisera l'établissement de liens entre les petits exploitants et leurs organisations et le secteur privé. Le gouvernement sera encouragé à fixer les procédures et les modalités financières applicables à l'entretien des routes. Par le biais du Groupe de travail des donateurs du secteur agricole, le FIDA suivra par ailleurs les questions foncières (objectif stratégique 2).

56. Aux côtés du Groupe de travail des donateurs du secteur agricole, le FIDA plaidera en faveur de l'allocation d'une plus grande part du budget national à l'agriculture, en faisant état des résultats obtenus et en recensant les meilleures réalisations/pratiques à reproduire à plus grande échelle. Se fondant sur l'évaluation des capacités du Ministère de l'agriculture conduite par l'USAID, le FIDA incitera le gouvernement à utiliser les augmentations budgétaires pour recruter de jeunes fonctionnaires dans les services décentralisés. Le FIDA dispensera également une formation à ce niveau, principalement pour favoriser les approches participatives, et œuvrera pour le rapprochement du Ministère de l'agriculture et des OAC au niveau local (objectif stratégique 3).

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

57. Le suivi du COSOP axé sur les résultats repose sur un cadre de gestion des résultats qui spécifie les objectifs stratégiques et les indicateurs à utiliser pour mesurer la performance du FIDA. Les rapports sur la performance du COSOP axé sur les résultats sont établis au moyen du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) par les coordonnateurs nationaux du programme, qui sont contrôlés périodiquement par les missions de supervision et d'évaluation. Le système de S&E sera doté de moyens importants répartis sur cinq niveaux:

- i) **L'équipe de gestion du programme de pays (EGPP).** L'EGPP a accès à tous les documents de projet pertinents, y compris les rapports quantitatifs et qualitatifs de S&E. Les membres de l'EGPP seront formés et invités à prendre part à tous les événements importants relatifs au suivi de la performance du COSOP axé sur les résultats. Ils feront rapport au chargé de programme de pays (CPP). L'EGPP évaluera la performance du COSOP axé sur les résultats et donnera un avis indépendant.
 - ii) **Le Ministère de l'agriculture.** Le Ministère de l'agriculture joue un rôle de premier plan dans le S&E du COSOP axé sur les résultats, étant donné qu'il est chargé d'établir et de tenir à jour une base de données complète sur l'agriculture, l'utilisation des terres, les ressources naturelles et les interventions des bailleurs de fonds et du Ministère; d'harmoniser les approches en matière de S&E, les cadres logiques et la présentation des rapports; et de mener à bien les études nationales et relatives au S&E.
 - iii) **L'unité de gestion du programme (UGP).** L'UGP est dotée d'un fonctionnaire chargé de mettre en œuvre le S&E au niveau interne; de former les fonctionnaires au niveau du comté et du district; de superviser le S&E au niveau local; de rendre compte au Ministère de l'agriculture et au CPP.
 - iv) **Les fonctionnaires au niveau du comté et du district.** Les fonctionnaires agricoles du district, le CAC et les partenaires d'exécution contrôlent les interventions dans les districts et en rendent compte au fonctionnaire de l'UGP chargé du S&E.
 - v) **Les partenaires d'exécution.** Un mécanisme d'auto-suivi-évaluation sera instauré par les partenaires d'exécution au niveau de la communauté, et des données détaillées seront recueillies sur le terrain. (La production biologique du café et du cacao nécessite en effet une cartographie très précise.)
58. Dans la mesure du possible, les indicateurs de S&E seront empruntés au PDDAA/LASIP. Une enquête de référence sera conduite pour obtenir des données pertinentes et actualisées, à l'échelon des groupes cibles, aux fins de suivi des résultats et de l'impact. Les données recueillies sur le terrain grâce aux procédures de S&E du FIDA serviront à alimenter le système de S&E du Ministère de l'agriculture.

59. Des étapes précises sont prévues pour structurer le suivi du COSOP axé sur les résultats. Des examens annuels, à mi-parcours (2013) et à l'achèvement (2015) seront effectués et des missions de supervision du programme du FIDA, réalisées. Les examens seront fondés sur les conclusions des consultations au niveau des districts et au niveau national et apporteront les principaux éléments d'information pour l'autoévaluation, les leçons à tirer, la réflexion et les échanges d'expériences et d'idées. Le CPP produira alors les rapports annuels d'avancement du COSOP axé sur les résultats.

B. Gestion du COSOP axé sur les résultats

60. L'objectif de la gestion du COSOP axé sur les résultats est de garantir la pertinence et l'orientation appropriée des activités du FIDA au Libéria. L'EGPP a pour tâches essentielles de superviser la performance du programme; d'appuyer la mise en œuvre; de suivre et d'évaluer les résultats du programme, son impact et sa durabilité; et d'aider à concevoir les activités du FIDA. L'EGPP se réunira une fois par an pour évaluer l'exécution du COSOP axé sur les résultats et faire part de ses recommandations et conseils à l'UGP et au CPP. À l'ordre du jour de cette réunion figureront les points suivants: progrès réalisés, identification des obstacles et des bonnes pratiques, actions à entreprendre pour atteindre les objectifs stratégiques. Des procès-verbaux de ces réunions seront rédigés et communiqués à toutes les parties prenantes des projets financés par le FIDA ainsi qu'au Groupe de travail des donateurs du secteur agricole. Des représentants du Ministère de l'agriculture et du Ministère des finances, les fonctionnaires concernés des comtés et districts et le personnel de l'UGP prendront part aux missions de supervision et aux examens à mi-parcours. Enfin, des tâches précises dans la gestion du COSOP axé sur les résultats sont assignées aux institutions suivantes:

- i) Le Ministère des finances gère et décaisse les fonds, et veille à leur utilisation judicieuse.
 - ii) Le Ministère de l'agriculture prend les dispositions nécessaires pour l'exécution du programme, soutient et supervise l'UGP, et évalue les progrès réalisés.
 - iii) Les fonctionnaires du Ministère de l'agriculture à l'échelon des comtés et des districts supervisent la mise en œuvre des activités sur le terrain.
 - iv) L'UGP gère l'exécution courante des activités, prête appui aux partenaires d'exécution et établit ses rapports en utilisant le SYGRI du FIDA et des indicateurs alignés sur le PDDAA/LASIP.
 - v) Le CPP du FIDA conçoit le COSOP axé sur les résultats avec le gouvernement, engage une concertation sur les politiques, participe à la mise en œuvre et la supervise, évalue les progrès réalisés, soutient l'EGPP et donne des conseils à l'UGP.
 - vi) Des entreprises du secteur privé participeront en tant que partenaires d'exécution, prestataires de services ou partenaires commerciaux.
61. La bonne gouvernance sera renforcée par le biais des mesures spécifiques décrites dans le cadre de bonne gouvernance.

C. Partenariats

62. Le FIDA est déjà engagé dans deux partenariats. L'ASRP est cofinancé par la BAfD, qui complète l'action du FIDA sur le plan thématique et géographique: le FIDA est responsable de la composante relative à la restructuration des moyens des OAC et du Ministère de l'agriculture et au renforcement de leurs capacités, tandis que la BAfD prend en charge la réfection des routes et du système de régulation des eaux. Le STCRSP sera cofinancé par la Banque mondiale.

63. Des effets de synergie avec les autres bailleurs de fonds qui mettent en œuvre des activités dans les mêmes sous-secteurs (accès à des intrants et à des compétences améliorés, accès aux marchés et aux services de vulgarisation décentralisés du Ministère de l'agriculture) ont été mis en évidence. Le FIDA travaillera avec: i) le programme de Facilité alimentaire de l'Union européenne; ii) le programme "Aide à la reconstruction du Libéria" de la GIZ/du BMZ (Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques [Allemagne]); iii) le gouvernement et les Nations Unies, dans le cadre du Programme conjoint sur la sécurité alimentaire et la nutrition; iv) la FAO, pour la distribution des intrants, la formation et la transformation; v) la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique; vi) le projet "Amélioration des moyens de subsistance des entrepreneurs agricoles" (LIFE), mis en place par l'USAID; vii) l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, sur son Programme de réfection des routes; viii) l'Organisation internationale du travail, principal organisme d'appui pour les services liés à la formation professionnelle et à l'emploi, dans le cadre du Programme conjoint sur l'emploi et l'autonomisation des jeunes, qui s'attaque au problème du chômage chez les jeunes. Le Ministère britannique du développement international (DFID), l'USAID, la Banque mondiale et le PAM s'emploient également à améliorer les infrastructures et l'accès des agriculteurs aux marchés.
64. La Banque mondiale et l'USAID mettent en œuvre des programmes de formation à l'intention des jeunes, et le FIDA offrira des possibilités de stages à ces nouveaux professionnels. Le FIDA tirera parti des réformes conduites par la Banque mondiale dans le secteur foncier – Réhabilitation et réforme des droits fonciers et questions connexes – pour atténuer l'impact des problèmes fonciers sur ses activités. Le FIDA s'appuiera également sur le travail de la Banque mondiale et de la GIZ, et sur la composante BAfD de l'ASRP, pour la gestion de l'eau.
65. Le secteur agroalimentaire privé du Libéria est dynamique malgré un climat commercial défavorable. Les liens et les partenariats possibles entre les programmes du FIDA et les investisseurs privés du secteur agricole seront examinés.

D. Gestion des savoirs et communication

66. Conformément à la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs, la création d'un réseau de gestion des savoirs sera pour l'UGP une fonction essentielle. Le personnel de l'UGP utilisera les outils régionaux de partage des savoirs, tels que FIDAfrique et la Plateforme multidonateurs de développement rural et de sécurité alimentaire. L'UGP disposera d'une ligne budgétaire spécifique pour la gestion des savoirs et la communication.
67. La communication et l'interaction autour d'expériences et de réussites exemplaires seront renforcées grâce à des visites d'échange avec d'autres projets, le siège du FIDA et des organisations à assise régionale, ainsi que divers projets menés dans d'autres pays sortant d'un conflit (tels que la Sierra Leone et le Congo). Dans le cadre de l'Initiative régionale pour la transformation et la commercialisation du manioc, des échanges avec des projets au Bénin, au Cameroun, au Ghana, au Nigéria et en Sierra Leone pourraient s'avérer très bénéfiques étant donné que ces pays sont des producteurs de manioc et/ou sortent d'un conflit.
68. Les partenaires d'exécution se réunissent actuellement tous les trois mois pour s'informer sur l'état d'avancement de leurs activités et sur les difficultés rencontrées. Les missions de conception et de supervision, les séances récapitulatives et les ateliers seront l'occasion d'échanges de vues avec les autorités nationales et le Groupe de travail des donateurs du secteur agricole. Des enseignements seront tirés des expériences partagées à ces occasions.

E. Cadre de financement SAFP

69. Ce COSOP axé sur les résultats couvre deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), les cycles 2010-2012 et 2013-2015. L'allocation des fonds du FIDA au Libéria est liée à la performance du portefeuille. Le tableau 2 indique la notation de 2010 (dans ce tableau, 6 est la note la plus élevée, 1 la plus basse), qui se traduit par un financement de 16 898 041 USD au titre de l'allocation SAFP 2010-2012 (tableau 2) et par une allocation pour le cycle 2013-2015 estimée à 14 855 961 USD dans une hypothèse basse et pouvant atteindre 29 millions d'USD dans une hypothèse haute.
70. Un don au pays sera également proposé, lequel sera utilisé pour évaluer le secteur de la finance rurale, financer un projet pilote et encourager l'accès au crédit rural.

**Tableau 2
Calcul de l'allocation SAFP (2010) pour la première année du COSOP**

	<i>Indicateurs</i>	<i>Notes</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	3,25
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	3,25
B i)	Accès à la terre	2,95
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	2,83
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	2,87
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	2,88
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,57
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	2,97
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	3,00
D ii)	Représentativité des femmes	3,10
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	2,75
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	3,25
Notes totales	Moyenne des notes	3,05
	Moyenne des notes cumulées	3,05
	Notation des projets à risque (PAR) (2010)	5
	Indice d'affectation des ressources de l'IDA (2010)	Non disponible
	Note de la performance du secteur rural (2010)	3,05
	Note de la performance du pays	3,9
	Allocation 2010-2012 attribuée au pays (en USD)	16 898 041

**Tableau 3
Relations entre les indicateurs de performance et la note attribuée au pays**

Scénario de financement	Note PAR (+/- 1)	Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)	Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport au scénario de base
Hypothèse basse	3	2,75	31
Hypothèse de base	4	3,05	-
Hypothèse haute	5	3,35	26

F. Risques et gestion des risques

71. Les risques potentiels sont les suivants: i) corruption; ii) conflit foncier; iii) instabilité politique provoquée par le chômage des jeunes; iv) instabilité sociale due à d'importantes inégalités entre les populations urbaines et rurales; v) capacités limitées du Ministère de l'agriculture; et vi) changement climatique. Les mesures d'atténuation envisagées comprennent: i) une politique nationale anticorruption mise

en œuvre par la Commission libérienne anticorruption et par la Commission générale de vérification soutenues par la Banque mondiale et le DFID, la promotion de la transparence (notamment dans la passation des marchés), des cadres de bonne gouvernance et des mécanismes de dépôt de plaintes au niveau des projets; ii) l'information des ménages ruraux (en particulier les jeunes et les femmes) sur leurs droits fonciers, l'établissement de liens entre les communautés et la Commission foncière, et le suivi, par le biais du Groupe de travail des donateurs du secteur agricole, de l'appui fourni par les autres bailleurs de fonds à la Commission foncière; iii) la contribution à la création d'emplois en milieu rural (construction de routes de desserte, remise en état de plantations arboricoles, gestion des installations de stockage et de transformation); iv) l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales; v) la contribution au plan d'action de l'USAID en vue de réorganiser le Ministère de l'agriculture et de renforcer ses capacités, de préserver la simplicité de la conception des projets, et de choisir des partenaires d'exécution ayant des capacités de mise en œuvre avérées et aptes à fournir une assistance technique ad hoc; et vi) le choix pour l'arboriculture de variétés et d'arbres résistants, et la sensibilisation du Ministère de l'agriculture au changement climatique.

COSOP consultation process

Introduction:

The RB COSOP was designed in partnership with the Ministry of Agriculture, the Ministry of Finance and the Agriculture Donor Working Group. The design process was launched in December 2010 and has undergone in country and in house reviews.

Background documentation:

Since the end of the war in 2003, the GoL has led extensive consultation in order to identify its new priorities in rebuilding the country. The Poverty Reduction Strategy (PRS) and the Liberian Agriculture Investment Program (LASIP), in line with the Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP), were the reference documents produced. Many donors have also conducted studies to assess Liberia's social, economic and agricultural status, for example, Sida produced a detailed poverty analysis and USAID carried out an thorough assessment of the Ministry of Agriculture. The RB COSOP is fully aligned with the priorities described in the CAADP and national policies, including the LASIP. It was also built on the studies and assessments made available by other donors.

Consultation process:

Table 1. Review and consulting main dates

Schedule	Tasks
November 2010	Communication with the GoL on the RB COSOP formulation plan
1st December 2010	CPMT in country
13 December 2010	CPMT at headquarters
19 January 2011	CPMT in-country
10 February 2011	CPMT at headquarters
14 February – 8 March 2011	QE review
24 March 2011	OSC meeting
10 May 2011	QA review

November 2010:

- Initiation of the RB COSOP formulation process

The process for developing the RB COSOP for Liberia was initiated in November 2010 when an initial COSOP formulation plan was prepared and shared with the GoL. Government representatives were briefed about the RB COSOP process, the composition and role of the CPMT.

– Establishment of a country programme management team (CPMT)
A CPMT for Liberia was formed which included key stakeholders for IFAD in Liberia and at IFAD to provide guidance and feedback when required during the entire cycle of RB COSOP design and implementation. The in-country component of the CPMT consisted of representatives from key Government institutions, project directors of on-going IFAD projects, development partners through the Agricultural Working Donor Group and civil society organisations. Individual meetings were conducted as well as wrap up meetings to discuss the draft RB COSOP (minutes available on xdesk). The core of the CPMT's in-house component consists of the Director, the Country Programme Manager, the former Country Programme Manager, the Portfolio Adviser, Regional Economist and IFAD staff from other divisions: Policy and Technical Advisory, Controller's and Financial Services Division , Legal Department.

December 2010

– 1st in-country CPMT

A short introduction was made to present the design process of the RB COSOP. The role of the RB COSOP was explained and its content described to the participants. Three indicative strategic objectives were suggested and the floor was then opened for discussion (ii) The CPMT meeting participants discussed the relevance of the strategic objectives, the description of the Liberian context and made general recommendations for the RB COSOP design.

– 1st headquarters CPMT

A short introduction was made to present the first draft of Liberia RB COSOP. It was recalled that the design process was launched on the 1st December 2010 at the Ministry of Agriculture in Monrovia. The RB COSOP is to be submitted to the Executive Board in May 2011. (ii) The CPMT participants then discussed the relevance of the strategic objectives, the description of the Liberian context and the content of targeting, lessons learnt and innovations paragraphs. Main recommendations were related to description of the strategic objectives, the formulation context section, targeting, The lessons learnt and the distribution of the allocation between the pipeline projects.

January 2011

– 2nd in-country CPMT

An introduction was made to recall the context and the process of the RB COSOP design. A presentation then highlighted the main elements of the draft RB COSOP. The three parts of the document were summarized and the Results Management Framework was explained. The need for guidance was also expressed and the floor was then opened for discussion. (ii) The CPMT meeting participants discussed sources of information for accurate data and diagnostic and insisted on the need to improve access to markets for farmers. The main recommendations were related to land tenure and infrastructure and access to markets.

February 2011

– 2nd headquarters CPMT

A short introduction was made to present the second draft of Liberia RB COSOP. It was recalled that a previous CPMT in house was organized on the 13th of December 2010 which minutes were distributed. It was also mentioned that meetings took place with the focal point for RB COSOP in PTA, the WCA regional economist and the portfolio advisor as well as with WCA Director. Guidance was requested on the risk matrix and on the approach on weak audit capacities. (ii) The CPMT participants provided guidance and then discussed mainly the risk linked to the weak capacities of the MoA, the risk of corruption, the risks over land tenure. It was recalled that rural finance and access to water are not direct objectives for IFAD in Liberia.

March 2011

– QE review

The draft RB COSOP was sent to IFAD internal and external peer reviewers for comments. The main aspects reviewed were poverty targeting and gender strategy, marketing development, institutional aspects, governance and implementation arrangements, land tenure, knowledge management and innovation, and partnership perspectives. All the comments were taken into account in the final draft submitted to the OSC on the 24 of March 2011.

– OSC meeting

The draft RB COSOP was welcomed (a) the COSOP as a strategic framework for a country programme approach as IFAD is restarting its activities after a 20 years suspension in a context of civil war; (b) the 3 strategic objectives (SOs) of the RB COSOP as clearly formulated and fully aligned country priorities; (c) the efforts to develop a systematic approach to scaling up; and (d) the comprehensive good governance framework inserted

in the RB COSOP to tackle corruption issues. Recommendations on how the three SOs complement each and the inclusion of the youth as a specific target group were made and taken into account in the final version of the RB COSOP.

May 2011

- QA review

The incorporation of the QE recommendations in the RB COSOP were cross checked and a compliance note was sent to the reviewers involved in the QE process for information.

Country economic background

COUNTRY DATA			
Liberia			
Land area (km2 thousand) 2008 1/	96	GNI per capita (USD) 2008 1/	170
Total population (million) 2008 1/	3.79	GDP per capita growth (annual %) 2008 1/	2
Population density (people per km2) 2008 1/	39	Inflation, consumer prices (annual %) 2008 1/	n/a
Local currency Liberian dollar (LRD)		Exchange rate: USD 1 = 79 LRD	
Social Indicators			
Population growth (annual %) 2008 1/	4.5	Economic Indicators	
Crude birth rate (per thousand people) 2008 1/	38	GDP (USD million) 2008 1/	843
Crude death rate (per thousand people) 2008 1/	11	GDP growth (annual %) 1/	
Infant mortality rate (per thousand live births) 2008 1/	100	2000	25.7
Life expectancy at birth (years) 2008 1/	58	2008	7.1
Total labour force (million) 2008 1/	1.54	Sectoral distribution of GDP 2008 1/	
Female labour force as % of total 2008 1/	48	% agriculture	61
Education			
School enrolment, primary (% gross) 2008 1/	91	% industry	17
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2008 1/	42	% manufacturing	13
		% services	22
Nutrition			
Daily calorie supply per capita	n/a	Consumption 2008 1/	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2007 1/	39.4	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	19
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2007 1/	20.4	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	202
		Gross domestic savings (as % of GDP)	-121
Health			
Health expenditure, total (as % of GDP) 2007 1/	10.6	Balance of Payments (USD million)	
Physicians (per thousand people) 1/	0	Merchandise exports 2008 1/	262
Population using improved water sources (%) 2006 1/	64	Merchandise imports 2008 1/	865
Population using adequate sanitation facilities (%) 2006 1/	32	Balance of merchandise trade	-603
Agriculture and Food			
Food imports (% of merchandise imports) 2008 1/	n/a	Current account balances (USD million)	
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2007 1/	0	before official transfers 2008 1/	-2 363
Food production index (1999-01=100) 2007 1/	122	after official transfers 2008 1/	-1 187
Cereal yield (kg per ha) 2008 1/	1 553	Foreign direct investment, net 2008 1/	144
Land Use			
Arable land as % of land area 2007 1/	4	Government Finance	
Forest area as % of total land area 2007 1/	32	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2008 1/	n/a
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2007 1/	n/a	Total expense (% of GDP) ^{a/} 2008 1/	n/a
		Present value of external debt (as % of GNI) 2008 1/	340
		Total debt service (% of GNI) 2008 1/	135
		Lending interest rate (%) 2008 1/	14
		Deposit interest rate (%) 2007 1/	3.8

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously

1/ World Bank. *World Development Indicators* database CD ROM 2010

COSOP results management framework

Country strategic alignment	Key results for COSOP			COSOP institutional/Policy objectives
National policies	COSOP strategic objective	COSOP impact and Outcome indicators	COSOP milestone Indicators	Policy and institutional issues to be addressed
LASIP overall goal: Expansion of agriculture production by about 3.6% per annum through 2011 and 6% per annum by 2015 to sustain food and nutrition security, increase employment and income, and reduce poverty. LASIP adopts a pro poor approach to raising agricultural productivity, strengthening institutions, and making markets work for households and communities.	Overall goal: COSOP interventions have contributed to empower the rural poor to increase their food security and improve their livelihoods.	By end of and in the intervention areas of the COSOP - 25% of households report an improvement of food security (measured by duration and frequency of hungry season) - 20% reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (h/a, w/a, w/h) - 25% of households report improvements in their household assets ownership index	Outreach target: 80 000 households	
LASIP programme 1 Food and Nutrition security	Strategic objective 1: Smallholder farmers' access to inputs and skills is improved.	- 60% of targeted households use improved rice seeds Baseline - 80% of targeted households use improved breed of poultry Baseline - 80% of targeted farmers use improved production technologies Baseline 50% of the beneficiaries are youth and 50% of the beneficiaries are women (CAADP/LASIP indicator)	- 10 000 household have received improved rice seed (CAADP/LASIP indicator) - 10 000 household have received improved cassava cuttings - 20 000 household have received improved livestock breeding - 10 000 ha of cocoa and coffee plantations are rehabilitated	- IFAD, in coordination with the Agricultural Donor Working Group, will provide advisory support and technical assistance to promote a government legislation on improved seeds certification and related certification process. - IFAD will fund a stock taking on rural finance to lay the ground for a conducive rural finance operation and policy environment
LASIP programme 2: Competitive value chains and market linkages	Strategic Objective 2: Small holder household access to markets is improved	- 80% of the roads built are passable all year round Baseline - 25% of targeted household production is locally transformed Baseline - 50% increase in sales of cocoa and coffee for the farmers involved in a contractual arrangement with organic and/or fair trade private buyers Baseline	- 1 000 kilometres of 'farm to market' roads are built (CAADP/LASIP indicator) - 5 processing units and storage facilities are active in projects areas (CAADP/LASIP indicator, country wide baseline=52) - 2 agreements link FOs and organic and/or fair trade private buyers (CAADP/LASIP indicator)	- IFAD will support the GoL in the design of a 'farm to market' roads maintenance system - IFAD, through the rehabilitation of plantations, will contribute to the recognition of smallholder farmers, including women and youth, rights over their land. The land issues are effectively dealt with by the Land Commission with the support of the WB, USAID, UN-HABITAT, UNICEF, UNMIL, the EU, and the Italian Cooperation
LASIP programme 3: Institutional development	Strategic objective 3: Smallholders' organisational capacities and access to MoA	- 20% of the farmers supported by IFAD activities sell their production through group arrangements	- 500 CBOs and FOs have received training in organizational management and marketing	- IFAD, through the agricultural sector donors group and based on evidence of the impact of CAC

Country strategic alignment	Key results for COSOP			COSOP institutional/Policy objectives
National policies	COSOP strategic objective	COSOP impact and Outcome indicators	COSOP milestone Indicators	Policy and institutional issues to be addressed
	extension services are improved	<p>Baseline</p> <ul style="list-style-type: none"> - Each district (30 districts covered by the COSOP) has at least 1 demonstration plot in rice, cassava, cocoa and coffee <p>Baseline</p> <p>50% of the beneficiaries are youth and 50% of the beneficiaries are women (CAADP/LASIP indicator)</p>	<p>(CAADP/LASIP indicator)</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 decentralised staff of the MoA have received training in improved production techniques in rice, cassava, cocoa and coffee (CAADP/LASIP indicator) 	reinforcement on smallholders farmers production, encourages the GoL to allocate sufficient resources to extension services within the framework of the Maputo commitment to allocate 10% of the national budget to agriculture <ul style="list-style-type: none"> - GoL recruits young graduate extension agents through an increase in agriculture expenditures (Maputo objective of 10% of national budget)

Project Pipeline

1. IFAD has two on going projects in Liberia, the Agricultural Sector Rehabilitation Project ASRP (2009-2013) and the Support to the Vulnerable Groups in Rice Production and Productivity SVGRPP (2009-2011). The SVGRPP (USD 2.5 million) supports smallholder farmers through provision of basic farm inputs to vulnerable groups. The objective is to overcome the aftermath of the rise in food prices in 2008. The ASRP (USD 5.0 million IFAD) recapitalizes smallholder farmers in inputs and skills. The two projects also contribute to the improvement of access to markets and contribute to capacity-building for farmers' and communities' based organizations. In addition, IFAD supports the decentralisation of the MoA at local level.
2. The Liberia RB COSOP 2011-2015 spans over two cycles of IFAD's performance-based allocation system, the 2010-2012 cycle (USD 16 898 041) and the 2013-2015 cycle (USD 21 613 017). 2 projects are planned, the Smallholder Tree Crop Revitalization Support STCRSP for the 2010-2012 allocation and, based on performance, the ASRP top up for the 2013-2015 allocation. The STCRSP is currently under design. It will aim at increasing incomes and employment opportunities in cash crop production. The ASRP top up will upscale the ASRP.

Justification and rationale for STCRSP and ASRP top up

3. The proposed projects will consolidate and complement the on-going IFAD operations in Liberia to endeavour sustainability and impact by increasing long term income for the smallholder farmers. The proposed projects will directly support the Government of Liberia's policy CAADP/LASIP for economic revitalization, based on the increase in production and productivity, access to markets, institutional development and land and water development. In coordination with other donors, IFAD will promote the production of staple crop and export oriented crops. IFAD will also contribute to consolidate the FOs/CBOs and the MoA.

Geographic area of intervention and target groups for STCRSP and ASRP top up

4. IFAD support will focus on the 8 counties where it is already implementing food security activities for complementarity. Target group for IFAD will be the poor smallholders with less than 1.5 hectares or less of crop fields. A particular attention will be given to the participation of women and youth. In cash crop production, IFAD will support only the rehabilitation of cash crop fields owned by smallholders and not new plantings. IFAD and the World Bank will make sure the areas of intervention are complementary. The proposed projects would be implemented over a period of five years.

Key project objectives

5. IFAD interventions have contributed to empower the rural poor to increase their food security and improve their livelihoods. The following objectives will be pursued:
 - Staple and cash crop production and productivity is increased
 - Access to market for smallholder farmers is improved
 - Institutional capacities of the MoA, the FOs and the CBOs are improved

Ownership, harmonization and alignment

6. The COSOP 2011-2015 is aligned with the CAADP/LASIP and IFAD shares its strategic orientations within the Agriculture Donor Group for coordination with other donors. Both IFAD projects will be co financed, STCRSP with the World Bank and the ASRP top up possibly with the AfDB.

Components and activities

STCRSP (IFAD financing):

- Cocoa/Coffee Revitalization, supporting rehabilitation and replanting in the country's three main cocoa producing counties, Lofa, Nimba and Bong
 - Institutional Building for MoA and farmers' organisations and policy dialogue
 - Project Coordination, Management, and M& E.
7. The STCRSP will contribute mainly to the SO2 of the RB COSOP, smallholder household's access to market is improved, specifically; support to the farmers in restoring their inputs and skills thanks the rehabilitation of plantations and the trainings which will be provided (RB COSOP SO 1), reinforcement of the MoA, FOs and CBOs (RB COSOP SO3) to foster an enabling environment for cash crop production and marketing (RB COSOP SO2).

ASRP (IFAD financing):

8. The ASRP top up will up scale the current activities:
 - Rehabilitation activities and capacity building of targeted households, farmers/community groups and/or Community Based Organizations (CBOs)
 - Recapitalization of the targeted households, farmers/community groups and/or CBOs by providing them with a package of basic inputs consisting of improved rice seeds, cassava cuttings, a kit of farm tools and a set of poultry and small ruminants.
9. The ASRP will contribute the SO1 by enabling the small holder farmers to increase their staple crop production, by linking with the RB COSOP SO 3 and the RB COSOP SO 1.
10. The management units of the STCRSP and the ASRP top up will feed into the Monitoring and Evaluation (M&E) and Results Management Framework of the RB COSOP.

Organization and management

11. The projects and the RB COSOP will be implemented by the Ministry of Agriculture. The management of the portfolio will be the responsibility of the already existing Programme Management Unit (PMU). The key actors will be strengthened to take full ownership and to support and supervise the projects in their counties. STCRSP and ASRP top up are complementary to each other. The management of both of them by one PMU emphasises the programme character of IFAD's interventions in Liberia.

Monitoring and evaluation indicators

12. M&E will be undertaken at different levels to support effective implementation, maintain project's focus and direction, and provide information for addressing constraints and ensuring delivery of outputs. The M&E indicators will rely on the MoA M&E system. The indicators chosen for the STRCSP and the ASRP top up will enclose indicators aligned with the RB COSOP indicators.

Risks

13. Liberia's situation remains fragile despite progress made. The main risks identified relate to political instability, weak governance and institutional capacities. Another risk lies in the variability of prices in the long term for raw materials. A risk analysis was undertaken in 2009 for the design of the ASRP and will be up-dated.

Timing

14. The STCRSP is under design and should be submitted to the EB in December 2011. The ASRP should be closed in December 2013, the ASRP top up design should thus start early 2013 to build on the achievements of the ASRP.

Framework for scaling up the Agriculture Sector Rehabilitation Project

15. This scaling up matrix encloses four activities under the ASRP to be scaled up (namely distribution of seed rice, cassava cuttings, livestock and capacity building). A next step in the identification of scaling up approach will be to separate these activities in four specific scaling up matrix.

Table 1. Scaling up idea

What	The IFAD co-funded Agriculture Sector Rehabilitation Project ASRP will be scaled up. The activities to be scaled up are the recapitalization of smallholder farmers with rice seed, cassava cuttings and livestock as well as capacity reinforcement at farmers and MOA levels. The first phase of the ASRP (2010-2013) is implemented in 4 counties, to be up scaled to 4 other counties.
Whose idea	The ASRP was designed to be implemented in two phases. During the first phase, IFAD funded its activities are implemented in Grand Bassa, Grand Cape Mount, Montserrado and Bomi while the AfDB focuses on the rehabilitation of infrastructure in Grand Gedeh, River Gee, Grand Kru and Maryland. Once the infrastructures are rehabilitated by the AfDB and access restored, the MoA and IFAD will upscale its activities, as planned, in Grand Gedeh, River Gee, Grand Kru and Maryland.
Pilots / tests / evaluations	The technical and capacity building package will have been tested in the first four counties in 82 communities by 2013. Results in terms of adoption rates of inputs, quality of implementation of improved technical practices, production and yields will be measured relative to baseline, and qualitative assessments carried out with farmers and service providers regarding factors such as quality of services and inputs, and likely sustainability in order to provide an assessment to inform formulation of the scale-up by 2012. Lessons will have been learnt and will be taken into account for the extension.

Table 2. Vision

Achievements	The ASRP supports the move from emergency aid to development activities, the project acts as a catalyst for more substantive interventions in the coming years. In order to bring this change about it is important to target a number of key issues and constraints that are fundamentally restricting the development of the agriculture sector in Liberia. The key factors which need to be taken into account are: (a) the requirement to improve the flow of improved inputs, processing and storage facilities as well as transportation infrastructure which are a major constraint to the rural farming communities, more particularly food crop seeds/planting material of better quality and provenance, and livestock thus improving food security and augmenting household incomes; (b) the importance of supporting the currently weak community organizations at local levels, weak public services at local and central levels. However, despite weaknesses, the MOA has proven to be able, after only one year of implementation, to coordinate the procurement and distribution of 16.95 tons of improved rice seeds – 25kg per farmer/household – and 384,000 improved cassava cuttings – 1,000 – per farmer/household to 1,770 farmers/households (120% of the target) organized in 82 CBOs. The ASRP is performing well.
Vision	The goal is to convert the ASRP experience into a larger programme that covers 8 counties and to share this experience as the potential basis for further expansion under CAADP/ Liberian Agricultural Sector Investment Program (LASIP). The vision is aligned on GoL's vision to improve the living conditions of the rural poor, especially women, through food security in 8 counties of Liberia.

Table 3: Drivers

Leadership	The scaling up of the ASRP clearly reflects the political will and the developmental values of the GoL, stated in the Poverty Reduction Strategy PRS and the CAADP/LASIP.
Champions	The MoA through the PMU and decentralised MOA services, the private sector (inputs and service providers), FOs and CBOs. The MoF and research institutes ((national and regional) will be involved.
External catalysts	Soaring food prices Dependence on food imports Unemployment of youth and women in rural areas Peace keeping
Incentives	- GoL and MoA: political importance of showing results in poverty reduction and rural employment, - Inputs and services providers: larger local economic basis, employment creation - Rural population and youth: job creation and opportunities for increasing household income - CBOS and FOs: possibility to give voice to their needs and provide concrete benefits to members

Table 4: Spaces

Political space	ASRP is fully supported by GoL (MoA and MoF) and aligned with national priorities. Donors in the Agricultural Sector Group are supportive. Scaling up is a primary component of the new RB COSOP for 2011-2015 reflected in the innovation section.
Policy space	National level: PRS and CAADP/LASIP under program 1 'Food and Nutrition Security', sub program 1 'Food crops Production and Productivity Enhancement' and under Program 3 'Institutional development', sub programs 1 and 3 specifically endorses the ASRP approach for improvement in production knowledge and skills, planting materials, and other inputs and for MOA capacity building and technologies enhancement. Local level: MoA decentralisation strategy, the ASRP implementation will rely, to the extent possible, on the MoA extension services.
Natural resource space	There is significant land (it is estimated that annual cultivation is less than 5 percent of the arable land, 2007) under the targeted production systems with low yields and therefore amenable to the introduction of the improved technologies. As the technology packages integrate more sustainable management practices, the resource space is expected to be maintained.
Learning space	ASRP has developed a "learning by doing culture" whereby emphasis is put on flexibility and lessons are drawn from experience. This permits adjustments as the program moves forward. This approach will be continued under the expansion to permit on-going refinements and improvements based on lessons learned. Successful scaling up as envisaged under ASRP would require precise assignment of functions to specific actors at different levels and clear instructions on what they should do, how to do it and what tools to use. The use of friendly operational manuals would be very essential. It is important to continue 'learning by doing' and taking the necessary time to adapt innovation to local circumstances. Sufficient time and proportion are necessary to allow for testing, evaluating, adapting and simplifying the innovation. Scaling up is always more successful, when programmes are highly focused
Institutional & organizational space	The MOA is being supported in its decentralisation policy; FOs and CBOs are being strengthened under the ASRP. The MOA has dedicated a department of its institution to Programme Management, the PMU. Extension services are being reinforced. Donors in the Agricultural Sector Group are supportive.
Cultural space	There are no significant cultural or linguistic constraints identified so far in terms of the current approaches under ASRP, and the extension to the four additional counties will work in similar socio-cultural contexts. Food security has deteriorated during the civil war and poor household have the will to reach, at the least, the pre-war level of living conditions.
Financial/fiscal	The 2013-2015 PBAS will be dedicated to the ASRP top up. The co financing

space	with the AfDB will continue. IMF has indicated that Government's fiscal management is satisfactory with the reach of the HIPC initiative completion point.
Partnership space	As an integrated aspect of CAADP/LASIP implementation, all partners have endorsed the approach as a priority area of support. AfDB is already co-financing the ASRP and is expected to be a co financier for the top up.

Table 5: Pathways

Which pathways?	The MOA, extension services and FOs/CBOs are being strengthened during the first phase in order to become leaders during the second phase. The ASRP top up will rely on the MOA extensions services for sustainability. The implementation of activities will be the same as in the first 4 counties but the IPs would be the MOA extensions services.
Time horizon	4 years (2014-2017)
Role of drivers and spaces	The MoA is being strengthened in the ASRP first phase and a pilot, testing a County Agricultural Coordinator as an implementing partner, is on-going. The MOA will be the lead and will benefit from IFAD support. In the end, ASRP will rely as much as possible on the MoA and its extension services.
Obstacles and risks	Lack of assets and capacities of the field level staff to implement a project. Capacity building in the ASRP first phase should mitigate this risk. National research institute to provide good quality inputs is weak. Donors are currently supporting its reinforcement.

Table 6: IFAD's role

IFAD's specific role	IFAD should continuously support the drivers, provide financial support in the scaling up process and be a key factor in helping to keep momentum and focus. IFAD engagement in policy dialogue with GOL as part of Agricultural Working Group should ensure that country and sector strategies address the scaling up dimensions explicitly. IFAD will support innovative M&E system, based on geographic information systems.
Support from IFAD's policies, procedures, etc.	IFAD's role is consistent with its mission as stated in the draft Strategic Framework 2011-2015 and its focus on enhanced access to a range of services for poor rural women and men (Objective (ii)), strengthened capabilities to take advantage of new opportunities (objective (iii)) and improved institutional and policy environments for the rural economies (objective (iv)). Post-conflict IFAD will induce a more systematic and effective focus on scaling up. In this regard, project preparation manuals and other operational policies, e.g. supervisions, mid-term reviews, evaluations, completion, should be amended to reflect the need for scaling up.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

12

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Agricultural production and productivity	Rice, cassava and tree crop smallholder farmers	<ul style="list-style-type: none"> • Little or no access to required and/or improved inputs; • Lack of tools • Limited access to credit • Insecure land tenure • Few and/or degraded water control systems • Productive capital/knowledge non-existent or lost during the war • Rudimentary production techniques • High transaction costs • Food insecurity 	<ul style="list-style-type: none"> • Need to recapitalize the smallholders farmers • Trainings to allow farmers to optimize inputs distributed to them • Improved producer incentives • Re-definition of the respective roles of government and the private sector • Rehabilitation and expansion of existing in valley swamps, building of new IVS • Promote the development of processing facilities to add value, and to improve product quality and marketability • Support access to credit
Cash Crop Production	Farmers involved in cash crop production	<ul style="list-style-type: none"> • Tree crops such as coffee, cacao, oil palm, cashew nuts, rubber neglected during the war • Low yield due to improper maintenance 	<ul style="list-style-type: none"> • Promote private sector investments in the renovation of old trees, and rehabilitation of existing plantations to increase productivity • Promote the development of processing facilities to add value, and to improve product quality and marketability • Provide long term credit facilities for tree crop rehabilitation. • Promote proper care and maintenance of the tree crop
Marketing	Smallholder farmers wishing to endeavour to produce a surplus for the market	<ul style="list-style-type: none"> • Poor rural infrastructure • Market integration severely constrained by very poor state of processing, storage and marketing infrastructure • Weak market access for agricultural production and farm inputs • Capacity of FOs and CBOs limited • Poor access to credit limits the capacity to produce for higher priced seasonal 	<ul style="list-style-type: none"> • Investment in processing, storage and marketing infrastructure • Establishment of common interest FOs that can lead to the development of producer associations • Promotion of contractual arrangements with private sector for improved market linkages. • Linkage to markets • Exchange visits to study the Sierra Leonean rural credit system

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Extension services	All farmers, particularly the smallholder farmers	<p>markets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limited access to extension advice by farmers; and oriented mainly towards men • Weak capacity of the MOA extension levels • Weak link of agriculture research and extension services of the MOA at the local level 	<ul style="list-style-type: none"> • Support to extension services of the MOA • On-farm pro-poor technology adaptation and validation trials • Adoption of participatory agricultural extension approach • Mechanism/capacity for coordination between research institutes and agriculture line agency at the grassroots level

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

14

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Enablers				
Ministry of Finance (MoF)	<ul style="list-style-type: none"> Clear mandate Willing to dialogue with donors Encourages transparency Managed to reach the HIPC completion point 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of communication between departments within the MoF Limited focus on subsistence agriculture 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Efficient management of IFAD funds 	<ul style="list-style-type: none">
Ministry of Agriculture (MOA)	<ul style="list-style-type: none"> Clear mandate for the entire agricultural sector Restructuring underway and decentralization for better delivery (Government Reform Commission) Strong linkages with relevant ministries and agencies Sector policy, priorities and strategies clearly defined Presence in all counties 	<ul style="list-style-type: none"> centralized management (75% of staff is in Monrovia while only 25% in the rural areas) shortage of qualified staff infrastructure and assets in a state of disrepair and no adequate equipment lack of young and educated staff understaffing in technical areas. (moa total staff comprise 262 people) extension agents constrained by lack of transportation, low salaries and inadequate technical know-how. a near absence of extension services at the district level. 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> National priority for economic development and poverty reduction Opportunities for recruiting young dynamic staff (Liberian selected from the Diaspora through a UNDP financed programme) Strong support from donors Manual labour still abundant decentralisation process was launched January 2010 to strengthen extension services to deliver improved support to farmers and fishermen. <p>Threats</p> <ul style="list-style-type: none"> Weak technical support from sister ministries (esp. Public Works, and Water) Lack of competitive remuneration packages exacerbated by the demand for agricultural specialists by UN agencies and NGOs. 	<ul style="list-style-type: none"> Need support for implementing re-organizational plan Requires support for building human capacity (training and technical assistance) Support for equipment and infrastructure
Cooperative Development Agency (CDA)/MOA	<ul style="list-style-type: none"> Unique apex association for the agriculture cooperative movement in Liberia Strong commitment and experience in promoting and expanding the cooperative model 	<ul style="list-style-type: none"> Current capacity to fulfil role as promoter, trainer and inspector largely unmet Current staff insufficient numbers and in technical capacity Operates in temporary location with no logistics and few equipment 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Coordination of all small-scale farmers organisations if the country Highly motivated and capable leadership 	

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Ministry of Gender and Development (MOGD)	<ul style="list-style-type: none"> Strong linkages with MOA and other development oriented agencies Highly motivated core staff Clear mandate 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of trained staff Limited presence on the ground, and in rural areas Inadequacy of resources for field work 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Linkages with international institutions with strong gender programmes Strong government support and focus on gender-centred development In-country training can be done locally at low cost 	<ul style="list-style-type: none"> Need for recruitment and training of field staff Need support to increase presence in rural areas Need support to increase mobility
Ministry of Public Service	<ul style="list-style-type: none"> Clear Mandate for infrastructure development and management Policy and strategies for water and road infrastructure development in place Linkages with other ministries are clear 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of supervisory level and middle management level staff Local engineering professionals in short supply Lack of adequate resources Low implementation capacity Infrastructure in state of disrepair 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> National priority in the poverty reduction strategy and Institutional strengthening strategies in place Development partners support the sector policy and strategies Abundant manual labour supports labour-based reconstruction programmes Labour-based approach promotes technology transfer to local farmers, 	<ul style="list-style-type: none"> Institutional capacity building required urgently Need for mobilization of more financial resources Skills development needed
• Service Providers Central Agricultural Research Institute (CARI)/MOA	<ul style="list-style-type: none"> Has national mandate for agricultural research Considerable experience before the war 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of senior scientific staff for any meaningful research Lack of infrastructure and equipment for research Weak organization and management Lack of knowledge base 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Opportunities exist for restructuring and organizational change High demand for agricultural research services 	<ul style="list-style-type: none"> CARI needs significant support for training scientific staff Requires technical assistance for developing need based adaptive research programmes Support for equipment and rehabilitation of infrastructure
National Agricultural Extension Services	<ul style="list-style-type: none"> National coverage and strong presence in rural areas Direct linkages with farmers, FOs and CBOs Pool of potential field staff 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of well-trained senior and middle level extension staff Lacks necessary equipment and infrastructure Does not have a clear demand driven extension strategy 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Development of decentralized county level extension teams Re-training of field staff can be done locally at relatively low cost 	<ul style="list-style-type: none"> Need support for training middle and senior level extension staff, and in-service training of field staff
International NGOs	<ul style="list-style-type: none"> Mass of qualified staff on the ground Have strong network of international financial backers Have the required resources for implementing work plans Have required backing of MOA 	<ul style="list-style-type: none"> Too much emphasis on emergency response Little coordination with government, between NGOs and with local NGOs Not much emphasis on sustainability Relatively high operating costs 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> With better coordination, can play an important role in the transition from emergency to development phase 	<ul style="list-style-type: none"> The Agricultural Coordination Committee was set up to improve coordination, but its current role is limited to generating information on activities of the different NGOs. Shifting its role to actual coordination will be important for the transition from emergency to development

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
National NGOs	<ul style="list-style-type: none"> Wide coverage of rural areas Strong community linkages More community involvement Low operating costs Emphasis on sustainability 	<ul style="list-style-type: none"> Problems with mobilizing resources Poorly trained staff Poor structural organization 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> With increased access to resources and better organization, local NGOs can be a critical link to communities in the transition to development 	<ul style="list-style-type: none"> Support needed in organizational management and resource mobilization
Energy and Mineral resources (Environmental Agency and Hydrological department): The water and sewerage cooperation.	<ul style="list-style-type: none"> Clear Mandate with respect to water and environment Clear policy on management water resources and environment Institutional framework in place Environment management decentralized to county level Responsibilities for Water resources development duly mandated to the various sectors stakeholders 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of supervisory level and middle management level staff Local engineering professionals in short supply Lack of adequate resource capacity Low implementation capacity Water Resources Management Infrastructure in state of disrepair 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> National priority in the poverty reduction strategy Abundant water resources more less evenly distributed Current agricultural practices are still environmentally friendly Other economic activities like open cast mining threaten the environment 	<ul style="list-style-type: none"> Need a strong coordination mechanism Re-tooling or re-equipment urgently required Development of technical capacity needed
Private entrepreneurs: rubber, oil palm, cocoa coffee producers	<ul style="list-style-type: none"> Large financial and investment capacities Proactively engaging with smallholder farmers Market and quality oriented Formal job providers 	<ul style="list-style-type: none"> Unbalanced negotiation power with smallholder farmers 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Production buyers <p>Threats</p> <ul style="list-style-type: none"> World Bank Doing Business Indicator is weak 	<ul style="list-style-type: none"> Need to make the business environment more conducive for private entrepreneurs
Private entrepreneurs: inputs providers	<ul style="list-style-type: none"> Market and quality oriented Formal job providers 	<ul style="list-style-type: none"> Limited technical capacity poor access to credit competition from overseas suppliers 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Support from the GoL CAADP/LASIP market oriented New investments are increasing since the end of the war <p>Threats</p> <ul style="list-style-type: none"> World Bank Doing Business Indicator is weak 	<ul style="list-style-type: none"> Need to make the business environment more conducive for private entrepreneurs Linkage between inputs providers and rubber, oil palm, cocoa, coffee producers
• Client Organizations				
CBOs, FOs	<ul style="list-style-type: none"> Widespread in the country Knowledge about the availability and quality of local resources. Strong linkages with community members 	<ul style="list-style-type: none"> Insufficient or lack of financial resources Insufficient or lack of tools, seeds, equipments Heterogeneous capacity 	<p>Opportunities</p> <ul style="list-style-type: none"> Considerable entry points in the communities 	<ul style="list-style-type: none"> Need for an assessment of these organizations' capacity and needs Need to train them to optimise the use of the inputs that will be provided by the project

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
African Development Bank (AfDB)	<p>Agriculture Sector Rehabilitation Project (ASRP) In collaboration with IFAD. Project linked to Italian grant fund project - Support to Vulnerable Groups in Rice Production and Productivity to be implemented by FAO; also refer to the international NGO, AFRICARE, contracted by the MOA for seeds multiplication) after certification by the national authority. Note that this IFAD managed Italian grant project will initiate the groundwork to establishing the Seed Bank Network and certification process (started mid 2009), & involving CARI.</p> <p>Budget: USD 24.4 mn (IFAD USD 5 mn)</p> <p>Keywords: food security, poverty reduction, income of smallholder farmers, rural entrepreneurs, women, sustainability, input supply, Project Design: (1) Agriculture Infrastructure Rehabilitation: (a) Rehabilitation of water management infrastructure; (b) Technical studies in preparation for future investments in irrigated rice; (c) Rehabilitation of 100 km of feeder roads, (d) Development of community infrastructure, such as storage and agro-processing facilities. (2) Agricultural Productivity Enhancement: (a) Capacity Building of Agricultural Institutions; (b) Recapitalization of Target Group Households.</p>	Counties (x8): Grand Gedeh, Grand Kru, Maryland, River Gee, Grand Bassa, Grand Cape Mount, Bomi, Montserrado.	Ongoing 2010-2015 (6 yr)	Co-financing
World Bank (WB)	<p>Smallholder Tree Crop Revitalization Support Project (STCRSP)</p> <p>Budget: Indicative total cost of about US\$17 mn, to be financed by IDA grant funds (US\$7 mn) and IFAD (US\$10 mn) to be identified during project preparation</p> <p>Keywords: tree crops (rubber, oil palm, cocoa), rehabilitation, replanting, smallholder, IGA, agricultural services</p> <p>Project Design: The project aims to increase Income opportunities, create effective mechanisms for agricultural services, & undertake a massive replanting program. Increase poor farmers' income opportunities by rehabilitating, replanting and planting tree crop farms, and by supporting preparation activities toward the future development of the tree crop sector and effective smallholder participation, including testing tree crop replanting and new planting</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lofa/Bong/Nimba for cocoa and coffee • Lofa/Bong/Nimba/Grand Gedeh/Grand Bassa for oil palm • Montserrado/Margibi/Bong/Maryland for rubber 	Under design: 2011-2014 (4 yr)	- IFAD co financing

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>mechanisms and institutional arrangements. The proposed project would follow a two pronged approach: (a) rehabilitating existing mature and immature small tree crop farms; and (b) supporting tree crop replanting and new plantings, and laying out the foundations for future smallholder tree crop development programs. It would include the following four components (1) rehabilitation of small tree crop farms (about US\$2.4 million, or 20% of total indicative costs); (2) smallholder tree crop replanting and new planting (about US\$6 million or 50% of costs); (3) laying out the foundations for future smallholder tree crop replanting and development programs (about US\$2.4 million or 20% of costs); (4) project management, monitoring and evaluation (about US\$1.2 million or 10% of costs).</p> <p>Community-based Forest Enterprise Development in Liberia</p> <p>Budget: US\$ 2 mn</p> <p>Implementing Partner: FAO</p> <p>Other Implementing Partners: the Forest Development Authority of the government of Liberia (FDA), the Liberian Agency for Community Empowerment (LACE), the University of Liberia and two local NGOs: Lofa Youth Educational awareness Program (LYEAP) and Sustainable Livelihood Promoters Program (SLPP). Rural communities of the Protected Areas of Lake Piso and Wonegizi, small forest entrepreneurs and their associations in Liberia</p> <p>Keywords: community forestry, forest management, NTFP, conservation of protected areas, environmental management</p> <p>Design: This project supports the implementation of pilot community forestry activities in Liberia, in collaboration with the World Bank and other Liberia Forestry Initiative (LFI) partners. It represents a component of the project "Development Forestry Sector Management" funded by the World Bank. Community forestry is a priority area for the new National Forest Management Strategy of the government of Liberia. New opportunities are provided to pilot community concessions where communities manage forest resources for wood and non-</p>	<p>Two Protected Areas: Lake Piso in Grand Cape Mount & Bomi Counties and Wonegizi in Lofa County</p>	Ongoing: 2008- 2011	- complementarity with STCRSP project

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>wood forest products. In particular, the "3-C" forest policy of Liberia provides a rationale to focus on small-scale Commercial activity within Communities affected by Conservation of protected areas. Through this project, communities living in Protected Areas are supported with the aim to enhance their capacity to develop community-based enterprises based on natural resource products, including NTFP's. The methodology adopted is the Market Analysis and Development Methodology (MA&D) of FAO.</p> <p>Land Sector Reforms – Rehabilitation and Reform of Land Rights and Related Land Matters (LSR/RRLRRLM) Budget: US\$ 2.98 mn WB trust fund Keywords: land sector reforms, land rights, land administration & management Design: The development objective of the project is to improve land tenure security in Liberia by recommending specific reforms to the Liberian land law and restoring the land administration system. Grant Activities. After twenty years of conflict and disorder, information on land law, land administration practices and customary land law is extremely thin and therefore studies are an effective means of informing the ongoing discussion about land policy reform. In terms of Component 1 activities, the project would finance three key studies carried out by consultants under contract with the Governance Commission. Each study will take approximately four months to complete. The primary outcome of the studies would be that Land Commissioners and the land institutions, as well as the public, are better informed about the land issues facing the country thereby enabling sound decision-making regarding land policy reform. Under Component 2 the grant will also finance a technical advisor an international specialist in land tenure policy and law. The technical advisor will be responsible for assisting the land institutions (Land Commission, Ministry of Lands, Mines and Energy, etc) in the coordination of work plans, in an assessment of the quality of the studies, and will provide policy advice and direction to the institutions, the steering committee and the project coordinator. Under this component, the soon to</p>	Countrywide	Ongoing: 2009- 2010	- improved access to land will support IFAD activities and will contribute to mitigate land risks

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>be created Land Commission will also be supported. The role of this commission is national (to coordinate the land reform agenda and build consensus among the public for land reform). The funding will support essential training for the commission. The SPF will also support other activities of the Land Commission that will benefit or are related to this project, including workshops on land law reform and public awareness activities on land disputes.</p> <p>Liberia Youth, Employment Skills Project Budget: US\$ 16 mn Keywords: youths, skills development, vocational training, employment creation, improving labour markets, gender, TVET, vocational training Design: The objective is to expand access of poor and young Liberians to temporary employment programs and to improve youth employability, in support of the Government of Liberia's response to the employment crisis. There are two components to the project. The first component of the project is community works. This component will focus on bridging the temporary unemployment gap created by the global financial crisis and will build on an ongoing successful project financed by the World Bank and implemented by the Liberia Agency for Community Empowerment (LACE). It will finance community-based public works that will create temporary employment and income opportunities for the poor and youth in particular. This component will also support government capacity building on monitoring and supervision in the area of temporary employment and finance an assessment of the impact of the program. The second component of the project is employment through skills training. This component will finance formal and informal skills training programs with the purpose of improving employability and employment and will support institutional development for Technical and Vocational Education Training (TVET) especially for certification, policy development, monitoring and evaluation (M&E) project management, and impact assessment.</p>	Countrywide	Ongoing: 2009- 2013	- IFAD funded projects could benefit from the trained youngsters

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>West Africa Agricultural Productivity Program Project (WAAPP1-B)</p> <p>Budget: USD 119 million</p> <p>Design: The development objective of First Phase West Africa Agricultural Productivity Program Project (WAAPP1-B) for Africa is to generate and accelerate adoption of improved technologies in the participating countries' top agricultural commodity priorities areas that are aligned with the sub-region's top agricultural commodity priorities as outlined in the Economic Community of West African States Agricultural Policy (ECOWAP). There are four components to the project. Component one: enabling conditions for sub-regional cooperation in the generation, dissemination and adoption of agricultural technologies aims at setting up a sustainable mechanism for funding agricultural technologies generation and adoption, strengthening technical and regulatory capacity, including property rights, mainstreaming climate change and gender into agricultural technology generation and adoption. Component two: National Centers of Specialization (NCOS) by strengthening the operational capacities of national agricultural research systems of participating countries in national priority areas, which are aligned to regional priorities. Component three: funding of demand-driven technology generation and adoption aims at accelerating the adoption of readily available technologies through the generation and dissemination of readily available improved technologies, facilitation of access to improved genetic material and the development of a yield prediction tool. Component four: project coordination, management, monitoring and evaluation aims at ensuring an effective and efficient management and coordination of the project at the national and regional levels.</p>	Monrovia & Countrywide	Planned for 2011	- Potential complementarity on transport infrastructure
Department for International Development (DFID)	<p>Liberia Reconstruction Trust Fund- Road Rebuilding</p> <p>See World Bank Agriculture and Infrastructure Development Project (AIDP) Also: with UNICEF, UNHCR, Irish Aid</p> <p>Design: Road rebuilding lays foundations for future economic development</p>	Countrywide	Ongoing: 2009-2012	- complementarity with IFAD activities in farm to market roads
European Union	Country Strategy Paper and National Indicative	Countrywide	Ongoing	- Synergies can be found

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
(EU)	<p>Programme Budget: Euro 33.9 mn Keywords: access to food, livelihoods, incomes generation, capacity building, cash crop production Design: Overarching programme – refer to the EU funded Food Facility and Food Security programmes below. Improving vulnerable groups' access to food (via food input and cash-based safety nets); restoring agriculture-based productive capacity (including post-harvest preservation facilities), livelihoods and incomes; promoting the revival of the rural economy (via reconstruction initiatives); community-based development sustained through local capacitybuilding, inputs to increase food and cash crop production, skills training, rehabilitation of rural infrastructure and sustainable use of forest resources. First stages underway for the establishment of a conducive environment for domestic and foreign private investment in national resource development and both raw and processed agricultural products</p> <p>Food Security Thematic Programme (FSTP) Budget: Euro 14.5 mn Keywords: food security, food crops, rural development, environment, climate change, forestry, FLGT-VPA, fisheries Design: total 11 projects:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. FOOD FSTP-LRRD GAINS (Mercy Corps) – Euro 1.0 mn 2. FOOD FSTP-LRRD PEACE (DRC) – Euro 1.6 mn 3. FOOD FSTP-LRRD Lofa Livelihood Security (Concern) – Euro 1.0 mn 4. FOOD FSTP-FCR Urban and Peri-urban Agriculture Monrovia (GAA) – Euro 1.6 mn 5. FOOD FSTP-FCR Urban and Peri-urban Agriculture Monrovia (CARE) – Euro 1.6 mn 6. FOOD FSTP-FCR Inland Fisheries (APDRA) – Euro 1.2 mn 7. NSAVPD Agriculture Bong County (Solidarites) – Euro 0.9 mn 8. ENV Strengthening Forest Management (FFI) – Euro 1.8 mn 9. ENV Gola Forest Transboundary Peace Park (Netherlands) 	Countrywide Locations project specific Mercy Corps: Gbapolu DRC: Maryland, River Gee & Grand Kru Concern: Lofa CARE: Greater Monrovia & Bong WHH: Greater Monrovia & Bomi APDRA-F: 10 Counties Solidarities: Bong	2008- 2013 1st phase 2008- 2010 2nd phase 2011- 2013	with ASRP and STCRSP in the restoration of post harvest preservation facilities, capacity building, inputs to increase food and cash crop production, skills training

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>VTBVV) – Euro 2.5 mn 10. ENV FLEGT Ensuring a Seat on the Table (Stitching Fern) – Euro 1.0 mn 11. ENV FLEGT CfP 2010 – Euro 0.3 mn</p> <p>Food Facility Programme (FFP) Budget: Euro 24.3 mn Keywords: food security, food facility, nutrition, rural development, agriculture Design: total 5 projects: 1. FOOD Food Facility CAs with FAO, UNDP, UNICEF, WFP (BR) – Euro 10.9 mn 2. FOOD Food Facility: Food Security Foya (GIZ) – Euro 2.0 mn 3. FOOD Food Facility: Food Security SE Liberia (OXFAM) – Euro 1.3 mn 4. FOOD FSTP-LRRD CfP 2010 – Euro 6.0 mn 5. EDF 10 B-Env Contribution Agreements with UNICEF & WFP – Euro 4.1 mn</p>	<p>Countrywide Locations project specific UNICEF: 15 Counties UNDP, FAO, WFP & UNICEF: mainly Bong, Nimba & Lofa GIZ: Foya district, Lofa OXFAM: Grand Gedeh & River Gee</p>	1st phase 2008-2010	
GIZ/BMZ German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)	<p>Supporting Reconstruction in Liberia Budget: Euro 2.0 mn from EU see Food Facility above. Keywords: agricultural production, rehabilitation of lowland valley swamps, rice, cocoa, plantain, micro-credit, markets, infrastructure, seed supply, stabilisation of food supply, peaceful co-existence, gender, youth, post-harvest processing Design: Objective is restoring the basis for agricultural production. The main staple of the region is rice. As a result, measures to promote agriculture focus above all on rehabilitating and reclaiming wet rice cultivation areas. Also included in the measures are the rehabilitation of cocoa plantations and resumption of cocoa production, as well as plantain cultivation to generate extra income. 5,000 families have been supported in resuming rice production on a total of 2,250 ha of land so far. This has allowed around 200 villages to produce enough rice to meet their basic needs themselves and even generate surpluses. To be able to market these better in the future, important water channels, bridges and some sections of road have been built or repaired. The improved rice seed given to the project as a loan has been repaid. It is managed by</p>	Foya district, Lofa County	2005-2011	<ul style="list-style-type: none"> - synergies to be investigated with STCRSP in the rehabilitation of cocoa plantations - Possibility to link cash crop production with GIZ access to credit activities

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>the village and can be made available to other households in need in the future. 1,000 families have received assistance in rehabilitating and resuming production on around 500 ha of cocoa plantations and 50 ha of plantains. Improving incomes and promoting employment. The programme has used a microcredit scheme with accompanying advisory services in order mainly to help returning women and youth to start economic activities, especially for the production agricultural goods, but also for the manufacture of palm oil or soap, in retail and crafts. Around 4,000 people are now able to generate their own income as a result. A village rotation fund was founded to be able to extend microcredit to other applicants thanks to the loans repaid (plus interest). The fund is managed by the villagers themselves.</p>			
World Food Programme (WFP)	<p>Protracted Relief and Recovery Operation (PRRO) Budget: funds from various donors Keywords: reducing malnutrition, school feeding, capacity interventions, Purchase for Progress (P4P) Design: The objective of this PRRO is to contribute to Liberia's ongoing transition recovery by rebuilding rural livelihoods, reducing malnutrition, and strengthening national capacities to reduce hunger. The PRRO will pursue this objective through four major areas: livelihood asset rehabilitation; school feeding; nutrition interventions; and capacity building, including local purchase through Purchase for Progress (P4P).</p> <p>Purchase for Progress Programme (P4P) Budget: USD 1.0 mn Keywords: food security, rice, small scale farmers, markets, agriculture cooperatives, agro-processing, improved procurement processes. Design: Objective P4P intends to purchase locally produced rice, giving the small scale farmers access to reliable markets and the opportunity to get a better price out of their surplus. It also intends to improve capacity of farmer cooperatives in agro-processing and marketing, and in the development of procurement processes.</p>	<p>Countrywide</p> <p>Initial implementation in Lofa, Nimba and Bong Counties with progressive incorporation of other counties</p>	<p>2009-2011</p> <p>Ongoing: 2009-2010 possible of a three-year extension 2011-2013</p>	<p>- potential complementarity in linking IFAD funded activities in agro processing and access to market</p>
United Nation	Joint Programme on Gender Equality and Women's	Countrywide	Ongoing	

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
Development Programme (UNDP)	<p>Empowerment.</p> <p>Budget: Joint funding from UNDP, UNESCO, UNIFEM, OHCHR, ILO, UNOPS, UNMIL and the World Bank. Working with MOGD.</p> <p>Keywords: women, gender, agriculture, civil society, smallholders.</p> <p>Design: Includes the active engagement of women in agriculture, awareness of gender sensitive policies and engagement of civil society groups.</p> <p>Government & UN Joint Programme (JP) on Food Security and Nutrition</p> <p>Budget: The JP amounts to USD 140.236 million (about USD 50 million for emergency support and USD 90 million for medium term support).</p> <p>Keywords: food security, nutrition, rice seeds, technology transfer, improved varieties rice & cassava, capacity building, markets, rural roads/infrastructure</p> <p>Design: Programme has a multi-sectoral scope: i.e. actions are being taken on several fronts, in support of national leadership by the MOA and other key ministries with responsibilities in the area of food security and nutrition. Specific initiatives including: management of malnutrition, improving water and sanitation, nutrition policy reform, rice seeds purchase and distribution, technology transfer, multiplication of improved varieties of rice and cassava, capacity building, markets and farm-to-market roads, provision of post harvest infrastructure.</p>	Countrywide	2009-2011	<ul style="list-style-type: none"> - synergies can be found with the ASRP in rice seeds purchase and distribution, technology transfer, multiplication of improved varieties of rice and cassava, capacity building, markets and farm-to-market roads, provision of post harvest infrastructure
Food and Agriculture Organization (FAO)	<p>EU Food Facility – Seed Shortage Programme</p> <p>Refer also to EU programmes & this initiative forms an integral part of the Government and UN Joint Programme for Food Security and Nutrition wherein the EU also supports related activities carried out by UNDP, UNICEF and WFP.</p> <p>Budget: EU provide Euro 4.5 mn</p> <p>Keywords: sustainable access to nutritious food, boost food production, expand area of land cultivation, seed production, rice & vegetable seeds</p> <p>Project Design: The project aimed to boost food production through the distribution of certified rice seeds, fertilisers and integrated pest management inputs to 10 000 rural food-</p>	Mainly Bong, Nimba & Lofa	Ongoing: 20 month project: May 2009- Dec 2010	<ul style="list-style-type: none"> - synergies can be found with the ASRP in the distribution of inputs, training and processing

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>insecure households, and vegetable seeds and fertilisers to 6,000 food-insecure households living in and around urban areas. Training provided. Twenty production and post-harvest agro-processing groups, each with 12-20 male and female members, will receive labour-saving equipment and training to enhance production, primary processing and value addition capabilities. One goal of the GoL is to expand the area of land under cultivation without encroaching on forests. FAO will provide technical assistance to development partners in rehabilitating lowland swamp areas for planting as yields are approximately 80 to 90% higher than in upland areas</p> <p>Emergency assistance for food production & income generation (OSRO/LIR/903/SWE) Budget: USD 522,229 Implementation Partner: FAO Other Implementing Partners: MOA, MOGD, 9 local NGOs Keywords: peri-urban, vegetables, legumes, income generation, food production, emergency support Project Design: The objective is to strengthen Governments efforts in mitigating the impact of soaring food prices in Liberia through support to food production and income generation in urban and peri-urban areas. Targeted 5,154 households. Provision of 26 tons vegetable and legume seed, sweat potato vines & hand tools distributed free. Training needs assessment undertaken, training of master trainers and farmers</p>	Bong, Bomi, Gharpolu, Grand Bassa, Margibi & Montserrado Counties	Completed: 18 month project Jan 2009 – Jun 2010	
International Labour Organization	<p>Joint Programme on Youth Employment and Empowerment (JPYEE) The programme seeks to boost the employability of youth and empower them to be part of building peace and contribute to the development of Liberia.</p> <p>Budget: US\$ 5,000,000 (2009) Keywords: youth, employment Project design: ILO is part of the UN and government of Liberia's Joint Programme on Youth Employment and Empowerment (JPYEE). The programme seeks to boost the employability of youth and empower them to be part of building peace and contribute to the development of Liberia. ILO is</p>	Countrywide	On going 2009-2015	- potential complementarity with IFAD activities with youth

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	taking the lead in the components on vocational skills reform as well as employment services, under the JPYEE. The programme manager for the Joint Programme has been seconded by ILO (source http://www.unliberia.org/doc/ILO.pdf)			
United States AID (USAID)	<p>Budget: USD 10 mn</p> <p>Implementation Partner: ARD Inc</p> <p>Other Implementing Partners: ACDI/VOCA, Conservation International, World Resources Institute (WRI), Virginia Tech University, Center for Justice and Peace Studies (CJPS), National Adult Education Association of Liberia (NAEAL), Action for Greater Harvest (AGRHA), Agribusiness in Sustainable Natural African Plants Products (ASNAPP)</p> <p>Keywords: learning based approaches, adaptive management, environmental sustainability, forestry management</p> <p>Design: The project objective is to work with the Forestry Development Authority (FDA) to advance the policy and practice of community-based land and forest management in Liberia through adaptive management and learning-based approaches. Work with stakeholders at the national, county and community levels in order to strengthen the enabling environment through the implementation of pilot activities in community forest management. These activities will then be replicated in other areas of the country generate environmentally sustainable and equitable economic benefits for rural residents from the use of forest resources.</p> <p>Technical Assistance to the Ministry of Agriculture (TASMOA)</p> <p>Budget: USD 4.57 mn</p> <p>Implementing Partner: ARD Inc</p> <p>Other Implementing Partners: The Mitchell Group Inc., Subah-Belleh Associates, Agency for Economic Development and Empowerment</p> <p>Keywords: capacity building, institutional support, policy & strategy development</p> <p>Design: Meet the challenges in Liberia's agriculture sector – shortage of skilled technical staff, weak financial management system and inadequate extension services - USAID provides</p>	<p>Counties of operation: Nimba and Sinoe in two areas immediately adjacent to the East Nimba Nature Reserve and in two areas located near community owned forests south of Sapo National Park in Sinoe</p> <p>MOA Monrovia</p>	<p>Ongoing: 2007-2011</p> <p>Ongoing: 2008-2010</p>	<p>- potential complementarity with IFAD STCRSP market oriented activities</p> <p>- Potential complementarity with IFAD capacity building at local level</p>

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>technical and strategic (such as: planning) support to MOA to strengthen institutional and human resource capacity. Assisted MOA in seed multiplication in collaboration with IFAD.</p> <p>Sustainable Tree Crop Program (STCP) Budget: USD 22.27 mn Implementation Partners: ACDI-VOCA, IITA and Winrock Keywords: tree crops (cocoa, oil palm, rubber), smallholder, value chain, marketing, processing, collective bargaining power, democracy and governance, pest management, policy development, diversification, farmer organisations & cooperatives, improved credit access, production and distribution of seedlings</p> <p>Design: Train smallholder farmers in cocoa production, crop diversification, pest management, post-harvest handling, marketing and ACDI/VOCA's signature "Farming as a Business" (Faab) curriculum. Support the production and distribution of cocoa seedlings through the establishment of nurseries and rehabilitation of cocoa trees. Strengthen farmer cooperatives and organizations, so that they will function as profitable commercial enterprises, and at the same time to introduce farmer organization concepts to individual farmers with the objective of forming new farmer groups and improving their access to markets. Promote improved credit access for cocoa farmers by training them in requirements and farmer responsibilities and to provide assistance to lending institutions. In collaboration with the Ministry of Agriculture and cocoa sector stakeholders, STCP works on policy issues to improve all aspects of the value chain. In partnership with Winrock International, STCP trains palm oil farmers in nursery preparation and maintenance, transplanting and management, in order to strengthen Liberian palm oil production. The Liberia Smallholder Oil Palm Revitalization Project (LSOPRP), implemented by Winrock International, is training local metal workers to build, maintain and market palm-oil processing machines dubbed "Freedom Mills" to sell to small-holder, tenant, and co-op farmers in order to increase efficiency and income.</p> <p>Note: this project cooperates with the USDA cocoa sector</p>	Bong, Nimba & Lofa	2006 – 2011	- Possibility to link cash crop production with access to credit activities

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>Livelihood Improvement for Farm Enterprises (LIFE) project</p> <p>Agriculture for Children's Empowerment (ACE) Budget: USD 2.7 mn Implementation Partners: ACDI/VOCA Keywords: child welfare, child and adult learning, farming as a business, access to agricultural inputs and markets, private sector, vegetable production & marketing Design: ACE is a 5-year project, which is part of USAID's new global initiative to improve child welfare using economic growth activities. ACE leverages new teaching tools such as economic simulation games and farming as a business adult learning methods. It also helps improve access to agricultural inputs and markets. ACE's main entry points into the communities are schools and private agricultural input service providers.</p> <p>Liberia Integrated Assistance Programme (LIAP) Budget: USD 22.2 mn Implementing Partner: Catholic Relief Services (CRS) Other Implementing Partners: Samaritan's Purse, Africare Keywords: three sectors agriculture, health and social assistance, Food for Peace Program, infrastructure, markets Design: Aim to reduce food insecurity of rural households in seven counties. In addition to training in food production and nutrition, the programme conducts rehabilitation of damaged community infrastructure including markets.</p> <p>Rural Apprenticeship and Artisans Project (LCIP/RAP) Budget: USD 5.1 mn Implementation Partners: DAI Inc Keywords: vocational training, trade & business skills, business incubation support, youths Design: Program provides an opportunity for participants to learn a trade and business skills, gain experience by apprenticing in a business, and receive business incubation support.</p>	<p>Bong, Nimba and Montserrado Counties</p> <p>Seven counties – Bong, Lofa, Nimba, Gbarpolu Grand Kru and Maryland</p> <p>Monrovia</p> <p>Monrovia</p>	<p>Ongoing 2008-2012</p> <p>Ongoing 2007-2010 Extension Planned</p> <p>Ongoing: 2007-2010</p> <p>Ongoing:</p>	<ul style="list-style-type: none"> - IFAD projects could offer internships to the trained youngsters <ul style="list-style-type: none"> - IFAD projects could offer internships to the trained youngsters

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>Private Sector Internship Project (LCIP/PIP) Budget: USD 5.9 mn Implementation Partners: DAI Inc Keywords: youths, private sector internship, Design: A private sector internship program in the Monrovia capital area places youth who have completed schooling or vocational training in large and medium-size enterprises. Youth gain practical experience that will enhance their prospects for regular employment. Women and disabled youth in rural areas benefit from business skills and technical training in cash crop farming, food processing and preservation techniques, for example beekeeping (honey) and snail-raising, which are not labour, time or land-intensive and for which there is local demand. Working with the Ministry of Labor and the Ministry of Youth and Sports, the youth are selected through a rigorous recruitment and testing process</p> <p>Livelihood Improvement for Farming Enterprises (LIFE) project Budget: USD3.5 mn Implementing Partner: ACDI-VOCA Other Implementing Partners: Project is part of the Sustainable Cocoa Enterprise Solutions for Smallholders (SUCCESS) Alliance program, which is a global public-private partnership consisting of USAID, USDA, the World Cocoa Foundation (WCF), Mars, Inc., and local partners. Keywords: cocoa, smallholder organisations, farmer training, nursery, rehabilitation, replanting, marketing, value chain, credit. Design: To address the challenges faced by Liberian smallholder cocoa farmers. In Liberia, ACDI/VOCA and its partner, Sustainable Tree Crop Program (STCP), work to address constraints in the cocoa value chain and mitigate the risk to smallholders' livelihoods by encouraging the diversification of their revenue sources. LIFE improves the livelihoods of 5,600 smallholder farmers in Bong, Nimba and Lofa counties through the following program activities: (i) farmer training: training smallholder farmers in cocoa production, crop diversification,</p>	3 Counties – Bong, Nimba & Lofa	2007-2010 Ongoing: first phase 2.5 yr 2008-2010; second phase 2011-2012	- IFAD projects could offer internships to the trained youngsters - synergies in the implementation areas in : training smallholder farmers in cocoa production, crop diversification, pest management, post-harvest handling, marketing, nursery, seedling production and tree rehabilitation and strengthening farmer cooperatives and organizations

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>pest management, post-harvest handling, marketing and ACDI/VOCA's signature <i>Farming as a Business</i> (FaaB) curriculum; (ii) nursery, seedling production and tree rehabilitation: supporting the production and distribution of cocoa seedlings through the establishment of nurseries and rehabilitation of cocoa trees; (iii) smallholder organization and increased market access: strengthening farmer cooperatives and organizations to function as profitable commercial enterprises, introducing farmer organization concepts to individual farmers with the objective of forming new farmer groups, and improving farmers' access to markets; and (iv) access to credit: promoting improved credit access for cocoa farmers by training them in requirements and farmer responsibilities and providing assistance to lending institutions. Note in the second phase (2011-2012) a further 5,000 smallholders' will be targeted.</p> <p>Food and Enterprise Development (FED) Program Budget: USD 100 mn (USD 80 mn for FED & USD 20 mn for RIES – infrastructure) Keywords: increase agriculture productivity and profitability, private enterprise, capacity building, rice and other food crop value chains, rural infrastructure</p> <p>Design: Program will be implemented to achieve the following objectives: (1) increase agricultural productivity and profitability; (2) stimulate private enterprise growth and investment; and (3) build local technical and managerial human resources to sustain and expand accomplishments achieved under objectives one and two. FED Program (1) increase agriculture productivity and profitability, will serve to address Liberia's rampant food insecurity, and development challenge 1, i.e. outdated agricultural practices and services. Activities under Program (2, stimulate private enterprise growth and investment, attends to development challenges 3, 4 & 5, i.e. weak/corrupt public institutions, barriers to formalization of SMEs, and weak policy and constraining regulatory environment. FED Program (3) build local technical and managerial human resources to sustain and expand accomplishments achieved under objectives</p>	Bong, Nimba, Lofa and Grand Bassa	Planned start date mid-2011 Duration 2011-2016	

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/ Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
	<p>one and two will satisfy development challenge 2, i.e. unskilled workforce. FED program will enable County Development Agendas to become a 'living document' and more (affect spills beyond counties' borders). Enterprise Hubs & Centers of Excellence (vocational training centers, colleges, etc) serve as the development anchors for FED, namely: (a) Workforce survey capacity; (b) Rehabilitation of civic halls; (c) Equipping of engineering and agriculture training centers; & (d) Rebuild county extension/ Pvt. sector road crews. Activities for agriculture Include: (a) Road inventory; then farm to market road program; (b) Soil survey; then seed and fertilizer strategy; (c) Develop low lands; (d) Post harvest loss materials (e.g. dry floors, tarps); & (e) Link larger growers to smaller ones to improve overall sector</p>			

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Levels And Causes	Coping Actions	Priority Needs	Project Response
Women and women headed households	The majority are very poor. Some of the households where the men are working outside receive some remittance income. However, many do not have access to remittance income. In either case, women have to undertake a disproportionate share of the farm labour but have limited access to new technology, improved inputs, farm tools, credit and markets. Generally, their literacy level is very low.	Engage in a variety of income generating activities such as poultry/small ruminant rearing, producing and selling of fruits and vegetables, low-technical processing and selling of roots and tubers (mostly cassava) products	Access to training in improved farming techniques, provision of agriculture inputs, and market linkages to supplement family income.	Women will have access to basic inputs, capacity building training and marketing opportunities to enable them to optimise their production and incomes. They will also be provided with poultry and small ruminants to help recapitalise their lost assets. In addition, they will be availed particular training in identified income generating activities. Women will be particularly targeted for technology transfer. 50% of IFAD beneficiaries are women or youth
Youth (including ex-combatants and sexually abused young women/single mothers)	Most are very poor, have been separated from their families during the war, have had their childhood broken by the war, have been denied education, have experienced violence and drugs, and face problems of social exclusion. Most of them were not engaged in agriculture before the war and have limited or no access to land resources and knowledge	Some are engaged in employment programmes while others have settled in cities but cannot find a job. Therefore, there is an important risk of prostitution and involvement in petty crimes	As for women see above plus: Social inclusion and acceptance in host communities; and skills and vocational training.	Job opportunities in rural areas (cash for work in the short term, promotion of agri-businesses eg. storage, processing, transportation)) Skills training to promote appropriate off-farm opportunities, such as carpentry, repair, blacksmith, sewing, cloth drying, soap making, petty trade, etc. 50% of IFAD beneficiaries are women or youth
Small-scale farmers	Majority are poor. They lack access to inputs and support services; They have limited profitable investment opportunities; They lack funds and knowledge to diversify production and to increase soil fertility for sustainable higher yield level. Education level is very low.	They work with rudimentary farming practices, including slash and burn; They are engaged in subsistence agriculture and do not have incentive or means to grow above subsistence. They borrow mainly from friends and neighbours.	Improved seed and planting materials and other farm inputs, short- and medium-term loans for annual farming, technical training, processing tools, knowledge on farm management and marketing	Provision and promoting of sustainable availability of farm inputs; Promoting sustainable extension services (FFS, innovative technology transfer); Promoting improved cropping practise towards higher and sustainable yields.